

« Il faut
s'engager dans
un dialogue
politique »

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

P 24

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Mercredi 30 septembre 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6860 - 23^e année

DISCOURS MAGISTRAL DE ATTAF TRADUISANT LA CONSTANCE DE NOTRE DIPLOMATIE **L'Algérie** **acclamée à l'ONU**

Porte-voix de l'Afrique
contre l'injustice
historique infligée au
continent au sein de
la communauté
internationale,
défenseur infailible
des causes
palestinienne et
sahraouie,
respectueux de
l'indépendance des
pays souverains et
expert dans la lutte
contre le terrorisme,
l'Algérie ne change
pas ses principes au
gré du vent et ne
tremble pas devant le
diktat des puissants.
Une posture qui
suscite l'admiration
des amis et force le
respect des ennemis

LIRE EN PAGE 3

PH: DR

QUALIFICATIONS CAN-2027 /
BURUNDI 2 - ALGÉRIE 2



**Les Verts
reviennent
de loin**

P 11

ÉLECTIONS LOCALES
DU 28 NOVEMBRE

**Vers un
remodelage de
la carte politique**

P 4

8^E SESSION DE LA RÉUNION
DE HAUT NIVEAU

**Alger et Madrid
accélèrent
les préparatifs**

P 2

DÉVELOPPEMENT DES PORTS

**60 milliards DA
injectés pour
l'équipement**

P 5

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL-EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 16H30

**Kiroyale, visera
la victoire**

P 21

LE SITE « EL ESPAÑOL » PUBLIE DES PREUVES

« L'armée marocaine a organisé l'invasion de Ceuta »

La presse espagnole avait, depuis l'apparition des premiers groupes de clandestins
qui avaient, les 30 et 31 juillet derniers, envahi l'enclave de Ceuta, relevé la présence
de policiers et de gendarmes marocains dans le flot des assaillants.

P 6



L'ÉDITO

La région étant qualifiée d'« épice du terrorisme mondial », les pays du Sahel ne parviennent pas à venir à bout du fléau qui sévit dans leur espace. Ce fléau connaît une expansion rapide au point où certains territoires de cette vaste région sont contrôlés par ces groupes armés aux sigles différents mais avec un seul objectif : faire de la région leur repaire. En terrorisant les populations, en spoliant les richesses naturelles de leurs sous-sols et même d'imposer le recrutement d'enfants soldats. Ces groupes armés prospèrent au point où leur « arsenal actuel est composé de drones, de crypto monnaie et de moyens de communication sophistiqués » selon un rapport de l'ONU. Il est, aujourd'hui, de notoriété publique que le financement de ces groupes terroristes provient du trafic d'or extrait illégalement et écoulé aux Émirats ainsi que des paiements de rançons avec les pétrodollars de ce même micro État. Tout ceci est connu. Cependant la lutte contre ce cancer ne peut être que multiforme. Notre ministre des Affaires étrangères (AE), Ahmed Attaf, qui s'exprimait, lundi dernier, lors

Sahel : la proposition de l'Algérie

de la semaine de haut niveau de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a défini la vision de l'Algérie qui considère la région « sahélo-saharienne comme un seul espace où s'entrecroisent les défis liés à la sécurité, au développement et à la stabilité... ». Il a poursuivi en précisant que « comme l'a souligné le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la lutte contre le terrorisme ne peut se limiter à une approche purement sécuritaire, tout comme la pauvreté et la marginalisation ne sauraient être traitées indépendamment de l'environnement sécuritaire qui permet aux groupes terroristes et aux réseaux du crime organisé de

s'étendre, de se développer et de proliférer ». L'Algérie, qui a lutté seule et vaincu le terrorisme, possède une expérience incontestable. D'où le message lancé par notre ministre des AE : « L'Algérie, de par sa position de pays voisin et frère, et par fidélité à ses démarches solidaires historiques, demeurera disposée à accompagner les pays du Sahel face aux défis sécuritaires et de développement, à leur prêter main forte et à soutenir les solutions politiques à même de préserver la stabilité de la région et d'ouvrir à ses peuples de plus larges perspectives de développement et de progrès... (il précise que l'Algérie préconise) une approche fondée sur... la promotion de la réconciliation et du dialogue et le traitement des causes qui alimentent l'instabilité, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et des choix de leurs peuples ». Une approche et un soutien dont bénéficie déjà le Niger. Le premier ministre nigérien Ali Lamine Zeïne, a déclaré, samedi dernier, à la tribune de l'ONU, que « le Niger est debout grâce à l'Algérie ». L'Algérie est prête à accompagner tous les autres pays de la région qui le souhaitent. C'est le sens du message de l'Algérie délivré par Attaf !

Zouhir Mebarki

HUITIÈME SESSION DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU ALGÉRO-ESPAGNOLE **Alger et Madrid accélèrent Les préparatifs**

Les préparatifs en cours de la huitième session de la Réunion de haut niveau algéro-espagnole prévue octobre prochain, dont les travaux se tiendront à Madrid au cours des prochaines semaines, ont été évoqués par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et mondiales, Diego Martinez Belio, qui ont coprésidé, ce lundi à Madrid, les travaux de la session des consultations politiques algéro-espagnoles.



Le communiqué du ministère qui donne l'information précise que les deux parties ont souligné que ce rendez-vous bilatéral important constituera une opportunité pour évaluer les différents aspects de la coopération entre les deux pays et définir de nouvelles perspectives prometteuses pour le partenariat bilatéral dans divers domaines. De plus, "il a été procédé à la présentation des projets d'accords bilatéraux et des mémorandums d'entente actuellement à l'étude, qui devraient être signés à l'occasion de la tenue de ce mécanisme", ajoute le communiqué. L'état des relations algéro-espagnoles dans différents domaines a été passé en revue par les deux parties. Elles ont connu une forte impulsion, en adéquation avec la dynamique positive marquant les relations entre les deux pays ces derniers temps, indique le communiqué qui rappelle la récente visite effectuée, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune, par le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, en Algérie le 20 juillet 2026, ainsi que par les décisions importantes qui en découlent visant, dans leur ensemble, à diversifier les domaines de coopération

entre les deux pays, outre la rencontre ayant réuni le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, en marge des travaux de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU)". Les questions internationales et régionales d'intérêt commun ont fait l'objet d'échanges de vues, à la lumière des derniers développements au Moyen-Orient et de leurs répercussions sur la paix et la sécurité internationales, ainsi que sur l'économie mondiale. La question palestinienne, la question du Sahara occidental, et la situation dans la région du Sahel et en Libye ont également été évoquées, outre le partenariat euro-méditerranéen.

LE VOLET ÉCONOMIQUE

La même source ajoute qu'au volet économique, les deux parties ont exprimé leur

"satisfaction du niveau des échanges commerciaux entre les deux pays, lesquels ont connu une nette progression ces dernières années", indiquant avoir relevé "l'importance d'encourager l'investissement productif en Algérie, compte tenu des énormes potentialités et des perspectives prometteuses dont dispose notre pays, en sus des avantages accordés aux entreprises étrangères dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement". Elles ont aussi évoqué les relations de coopération entre l'Algérie et l'UE, ainsi que les voies et moyens de redynamiser ce partenariat", ajoute le communiqué.

Au terme des concertations, les deux parties se sont félicitées des "résultats des discussions, exprimant leur volonté de poursuivre l'action commune et d'intensifier la coordination, de manière à ouvrir de nouvelles perspectives à la coopération bilatérale", conclut le communiqué du ministère.

M'hamed Rebah

TRANSFORMATION DES SYSTÈMES DE SANTÉ **Aït Messaoudène participe à un conférence internationale à Tunis**

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, participe, depuis hier à Tunis, aux travaux de la conférence internationale sur la santé numérique « TeleHealth Connect 2026 », a indiqué le ministère dans un communiqué. Réunissant des représentants de plus de 30 pays, ainsi que des responsables, des experts et des représentants d'organisations et d'institutions internationales et régionales, cette rencontre constitue une plateforme internationale d'échange autour des perspectives de développement de la santé numérique et de l'accélération de la transformation numérique des systèmes de santé. Les travaux de la conférence portent notamment sur plusieurs axes stratégiques, dont la télémédecine, les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé, la gouvernance des données sanitaires et la cybersécurité. Les participants abordent également les enjeux liés au développement des infrastructures numériques et aux mécanismes de financement, ainsi que le renforcement des hôpitaux virtuels et l'intégration des systèmes et des données de santé. Le programme de cette conférence prévoit également des sessions scientifiques et des ateliers spécialisés consacrés au partage des expériences et des expertises, ainsi qu'à la présentation des dernières solutions et innovations dans le domaine de la santé numérique. Ces échanges visent notamment à contribuer à l'amélioration de la qualité des services de santé, à élargir l'accès aux soins, à renforcer les partenariats et la coopération internationale, tout en consolidant le principe d'équité dans l'accès aux prestations de santé.

Ania N.

MAE **Chaib reçoit une délégation du réseau FemWise-Africa**

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a reçu une délégation du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa), relevant du Groupe des Sages de l'Union africaine (UA), conduite par les deux coprésidentes du réseau, Mmes Diya Ba et Effie Owour, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette rencontre, tenue lundi, intervient en prévision de la tenue du Forum régional sur « La participation des membres du Réseau FemWise-Africa à la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique du Nord et au Sahel », qu'abritera l'Algérie les 29 et 30 septembre 2026, précise la même source. À cette occasion, le secrétaire d'État a réaffirmé « l'engagement de l'Algérie à continuer de soutenir les initiatives africaines visant à renforcer la présence de la femme et sa participation active à la prévention des conflits, à la médiation et à la consolidation de la paix, partant du souci constant de l'Algérie de promouvoir la place de la femme dans la société et de lui permettre d'assumer les fonctions supérieures et les hautes responsabilités ». Il a également rappelé le rôle joué par l'Algérie dans le processus constitutif du Réseau FemWise-Africa, notamment à travers son accueil des réunions préparatoires de cette initiative continentale, ainsi que de la première Assemblée générale en décembre 2017. De leur côté, les deux coprésidentes du réseau ont salué le rôle pionnier de l'Algérie dans la promotion de la place de la femme africaine et de son rôle au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), ainsi que ses efforts en faveur du soutien à l'action du réseau et de la promotion de sa présence aux niveaux continental et régional.

S. O.

SUCCÈS DE LA NOUVELLE ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Sayoud appelle tout le monde à apporter sa pierre à l'édifice

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a affirmé que la réussite de la nouvelle organisation administrative ne repose pas uniquement sur la création de nouvelles wilayas, mais sur la capacité de l'ensemble des acteurs à travailler de manière coordonnée au service de l'intérêt général. Procédant, hier, à l'installation du wali d'Aïn Oussera, Sayoud a appelé à la conjugaison des efforts et au travail dans un esprit collectif, considérant que la mise en œuvre de la nouvelle organisation administrative doit s'appuyer sur une mobilisation commune des responsables locaux et des citoyens. Il a insisté sur la nécessité d'adopter une approche positive dans les relations avec les responsables locaux, de valoriser les acquis et de concentrer les efforts sur les priorités liées au développement et à l'amélioration des conditions de vie. Dans ce cadre, Saïd Sayoud a accordé une importance particulière à l'écoute des citoyens, de leurs préoccupations, propositions et attentes, estimant que le dialogue constitue un élément essentiel de l'action publique. Il a appelé à maintenir les portes de l'administration ouvertes à tous et à consolider une culture de démocratie participative, fondée

sur l'échange et la concertation. Le ministre a également souligné que la différence de points de vue ne devait pas constituer un obstacle au dialogue. Au contraire, l'identification et la correction des insuffisances à un stade précoce doivent permettre d'éviter leur accumulation et leur transformation en contraintes susceptibles de freiner le développement local.

AÏN OUSSERA APPELÉE À RENFORCER LA PROXIMITÉ ADMINISTRATIVE

À l'occasion de cette installation, Sayoud a transmis les salutations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux habitants d'Aïn Oussera, les félicitant pour l'accession de leur

région au statut de wilaya à part entière. Le ministre a présenté cette promotion administrative comme une étape importante dans le processus de rapprochement de l'administration du citoyen et de renforcement de la prise en charge des préoccupations locales. La nouvelle configuration administrative de la wilaya de Djelfa, avec la création d'Aïn Oussera et de Messaad aux côtés de la wilaya mère, doit permettre de renforcer les capacités administratives et exécutives à travers la mise en place de structures, de services et de budgets propres. Cette nouvelle organisation doit également contribuer à réduire les distances administratives et géographiques et à orienter davantage

de moyens vers les besoins locaux. Sayoud a qualifié la création d'Aïn Oussera de « gain historique » pour la région, appelant ses habitants et ses responsables à préserver cet acquis et à exploiter pleinement les nouvelles possibilités qu'il offre en matière de développement. Le ministre a enfin rappelé que le développement ne peut être dissocié de l'engagement et du sens des responsabilités. La réalisation des projets, l'amélioration des services et la construction d'un cadre de vie répondant aux attentes des citoyens nécessitent, selon lui, l'implication de tous, dans un esprit de coopération, de solidarité et de responsabilité.

Sarah O.

CRASH DU VOL AH5017

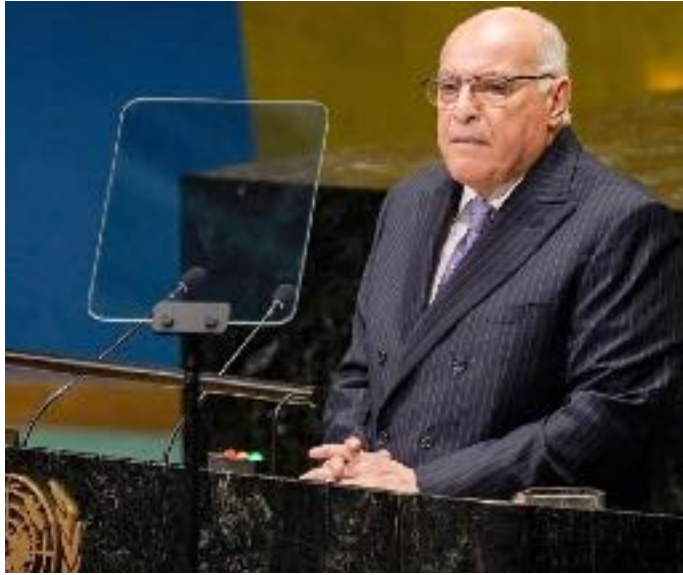
Swiftair condamnée à l'amende maximale pour homicides involontaires

La compagnie espagnole Swiftair, propriétaire du MD-83 affrété par Air Algérie qui s'était écrasé en plein Sahel le 24 juillet 2014, a été condamnée lundi, à la peine maximale de 225 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour homicides involontaires. La juridiction a ainsi suivi les réquisitions du parquet lors du procès en mars dernier. Douze ans après le crash d'un avion Air Algérie dans le nord du Mali, le tribunal correctionnel de Paris a retenu que des négligences de la compagnie espagnole dans la formation et l'entraînement de l'équipage du vol AH5017 Ouagadougou-Alger ont « contribué de façon certaine à l'accident », qui avait fait 116 morts. Lors du procès, les juges ont estimé que des manquements graves avaient joué un rôle dans le drame, l'équipage n'ayant pas su réagir de façon adaptée pour éviter l'accident.

A. N.

DISCOURS MAGISTRAL DE ATTAf TRADUISANT LA CONSTANCE DE NOTRE DIPLOMATIE L'Algérie acclamée à l'ONU

Porte-voix de l'Afrique contre l'injustice historique infligée au continent au sein de la communauté internationale, défenseur infailible des causes palestinienne et sahraouie, respectueux de l'indépendance des pays souverains et expert dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie ne change pas ses principes au gré du vent et ne tremble pas devant le diktat des puissants. Une posture qui suscite l'admiration des amis et force le respect des ennemis.



C'est tout à l'honneur de la diplomatie algérienne qui a eu droit, hier, après un discours magistral d'Ahmed Attaf à la tribune de l'ONU, à l'occasion de la 81e session de son assemblée générale où il a porté haut la voix de l'Afrique et des peuples opprimés qui aspirent légitimement à la liberté, à l'indépendance et à l'autodétermination. Le ministre d'État Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, a entamé son allocution en présentant un monde, aujourd'hui, qui se trouve à la croisée des chemins et qui est marqué notamment par des tensions croissantes, des zones de conflits qui gagnent du terrain et des crises qui s'accroissent. Un contexte dans lequel, a-t-il fait allusion au thème adossé à la 81e session de l'AGNU, « le niveau de confiance entre les nations recule, le repli sur soi et la polarisation s'aggravent et les égoïsmes et les exclusions imposent leur domination au détriment de la coopération ». Le chef de la diplomatie nationale n'a pas tardé à pointer du doigt une crise sérieuse du système international, appelant dans ce sens à une révision profonde du système onusien. Attaf s'est, dans ce sens, interrogé : « Comment restaurer la confiance dans un système international dont la confiance dans les règles et les institutions a été ébranlée ? » Une question légitime sachant que la légalité et le droit internationaux font l'objet de violations systématiques en Palestine, au Sahara occidental, au Soudan...

« LA RÉFORME EST UNE NÉCESSITÉ, PAS UN LUXE »

« La réforme du système des Nations Unies n'est plus un luxe institutionnel, ni un choix pouvant être reporté indéfiniment, elle est devenue une nécessité imposée par les mutations profondes qu'a connues le monde, ainsi que par le besoin d'un système international plus juste, plus représentatif et plus équitable », a ainsi plaidé Attaf. De ce fait, a-t-il souligné, « on ne peut pas demander aux peuples d'avoir confiance dans l'action multi-

latérale si ses institutions continuent de refléter les équilibres d'un monde révolu », « on ne peut pas parler de justice internationale tant que les déséquilibres historiques qui marquent encore la structure de la prise de décision internationale ne sont pas traités » et qu'« on ne peut pas plaider en faveur de la paix et de la sécurité internationales si le système des relations internationales continue de privilégier le recours aux guerres comme outil de résolution des conflits. » Question qui coule de source, Attaf a, portant haut la voix de l'Afrique et plaidant au nom de l'Algérie, appelé à « réformer le Conseil de sécurité de manière profonde pour le rendre plus représentatif, plus juste et plus efficace, et mettre fin à la sélectivité et à la politique de deux poids, deux mesures dans l'application du droit international. » Il s'agit ainsi d'accorder à l'Union africaine des sièges au sein du Conseil de sécurité comme revendication devant réparer un tort historique infligé à notre continent.

APPEL À LA DÉSÉSCALADE DANS LE GOLFE ET LE MOYEN-ORIENT

Concernant la situation dans le Golfe et le Moyen-Orient, Attaf a indiqué que l'Algérie « suit avec une vive préoccupation la poursuite de l'escalade » dans la région, où se déroule « un conflit qui pèse lourdement sur les États » de cette même région et leurs peuples, « ébranle leur sécurité et leur stabilité, et menace le bien-être et le développement de leurs populations qui se sont retrouvées otages de calculs qui ne sont pas les leurs, et d'intérêts qui ne sont pas les leurs. » À ce titre, l'Algérie a réitéré sa condamnation de la violation de la souveraineté des États de la région et de l'intégrité de leur territoire, insistant sur la nécessité de la désescalade et du respect du droit international dans la résolution des tensions, des différends et des conflits. L'Algérie a également condamné la poursuite des agressions israéliennes contre les pays de la région, notamment la Syrie et le Liban, ainsi que ses tentatives de diviser la Somalie en lui inventant faussement une région qui aspirerait à l'indépendance.

L'OCCUPATION FAIT ÉVAPORER L'ESPOIR DE PAIX À GHAZA

Sur la question palestinienne, et comme il fallait s'y attendre, l'Algérie a déploré « la poursuite de la tragédie humaine à cause de l'occupation israélienne » qui continue à faucher des vies de civils palestiniens, dont un grand nombre d'enfants et de femmes. « Nous avons espéré, avec la communauté internationale, le meilleur, suite au cessez-le-feu à Gaza entré en vigueur il y a environ onze mois, dans l'espoir que cela soit le début d'un parcours mettant fin à la souffrance des civils et ouvrant la voie à une solution politique durable », a déclaré Attaf, soulignant que cet « espoir s'est vite évaporé et a disparu, face à la poursuite des politiques coloniales de l'occupant et à son reniement habituel des accords conclus et des engagements pris. » L'occasion de réitérer la position immuable de l'Algérie, notamment « son soutien total et inconditionnel aux droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien, en tête desquels son droit naturel et légitime à établir son État indépendant, pleinement souverain, avec Al-Qods Al-Sharif pour capitale. »

L'ALGÉRIE TOUJOURS DERRIÈRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Attaf a, ensuite, enchaîné avec l'autre cause juste qui est le Sahara occidental, soulignant, là encore, que l'Algérie « réaffirme sa position de principe soutenant le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination, partant de sa conviction profonde que les questions de décolonisation ne se règlent pas par la logique du fait accompli, mais en permettant aux peuples d'exercer leurs droits consacrés par la légalité internationale. Un exercice plein, un exercice non dénaturé et un exercice non tronqué. » Dans la perspective d'un règlement politique, juste et équitable de la question sahraouie, l'Algérie réitère son soutien à « des négociations directes entre les deux parties au conflit, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, au début de cette année, sous l'égide de l'ONU avec l'aide des États-Unis d'Amérique. » Attaf a souligné à ce sujet que l'Algérie affirme

que le succès du processus de négociation exige « l'engagement des deux parties au conflit de bonne foi, et avec une volonté sincère de parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable pour les deux, loin de la logique des diktats et des marchandages », ajoutant que l'Algérie souligne également que « tout processus de négociation sérieux ne peut être viable que dans le cadre de la référence onusienne pertinente, et le respect de la doctrine immuable des Nations Unies en matière de décolonisation. » Voilà qui est dit ! Attaf a rappelé, par ailleurs, que le seul représentant légitime du peuple sahraoui est le Front Polisario.

LA MAIN TENDUE AU SAHEL

Sur le Sahel, Attaf a déclaré, référence faite au président Abdelmadjid Tebboune, que l'Algérie propose une approche fondée sur le soutien à la sécurité des pays de la région, l'accompagnement de leurs efforts de développement, l'encouragement de la réconciliation et du dialogue, et le traitement des causes qui alimentent l'instabilité, tout en respectant la souveraineté des États, leur intégrité territoriale et les choix de leurs peuples. « De par sa position de pays voisin et de pays frère, et fidèle à ses démarches de solidarité historiques, l'Algérie restera prête à accompagner les pays du Sahel subsaharien face aux défis sécuritaires et de développement, à tendre la main, et à soutenir les solutions politiques qui préservent la stabilité de la région et ouvrent à ses peuples des horizons plus larges de développement et de progrès », a soutenu Attaf.

JUSTE RECONNAISSANCE À UNE DIPLOMATIE DE HAUT NIVEAU

Sur la Libye, Attaf a souligné que cette question est la preuve que « les crises prolongées ne trouvent pas leur chemin vers une solution par l'approfondissement des divisions, mais par le dialogue, la réconciliation et l'unification des institutions. » Il a, en ce sens, appelé à une solution politique pacifique et inclusive menée par les Libyens eux-mêmes, comme elle réitère son soutien aux efforts des Nations Unies et sa confiance en sa capacité à accompagner les Libyens vers un règlement qui préserve l'unité de leur pays et de ses institutions. »

Il convient de souligner un fait remarquable qui s'est produit juste après la fin du discours magistral du chef de la diplomatie nationale qui a eu droit à une standing-ovation ayant retenti dans toute la salle plénière. De plus, Attaf s'est vu défiler devant lui les représentants de délégations de plusieurs pays, notamment africains, pour le saluer et lui témoigner de leur reconnaissance pour les positions honorables de l'Algérie. Un geste qui traduit tout le respect voué à l'Algérie et la grandeur de sa diplomatie.

Farid Guellil

ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION ET DU PROGRAMME D'ACTION DE DURBAN

L'Algérie appelle à renouveler l'engagement pour la dignité humaine

Le chef de la diplomatie nationale Ahmed Attaf, a pris part, à New York, à une réunion de haut niveau sur le 25e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du programme d'action de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et ce, dans le cadre de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'AGNU, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Le ministre d'État a souligné, à cette occasion, que « la commémoration de cet anniversaire est l'occasion pour la communauté internationale de renouveler son engagement en faveur de la préservation de la dignité humaine, de la promotion de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination ». Il a ajouté : « Honorer les engagements de la Déclaration de Durban exige une véritable volonté politique et une solidarité globale, loin de la sélectivité et du double standard », plaidant, en ce sens, pour « une approche structurelle globale de la justice réparatrice, en tant que voie vers la réconciliation, l'équité et le respect mutuel ». Attaf a, par ailleurs, appelé à « veiller à ce que les technologies et l'espace numérique soient mis au service de l'être humain, en empêchant leur utilisation à des fins de propagation du discours de haine et de racisme ou pour porter atteinte à la dignité humaine et aux droits de l'homme ».

F. G.

AGENDA BILATÉRAL

Attaf s'entretient avec Guterres

À l'issue de sa participation aux travaux de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'AGNU, le chef de la diplomatie nationale Ahmed Attaf a rencontré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Selon un communiqué ministériel, la rencontre a été l'occasion de passer en revue l'état des relations internationales et d'examiner les principaux défis auxquels sont confrontés l'action multilatérale et de l'ONU, à la lumière des crises et des tensions croissantes que connaît le monde. Les deux parties ont également abordé les efforts visant à favoriser la désescalade et à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du Moyen-Orient et du Golfe, ainsi que les efforts onusiens pour soutenir la paix et la sécurité sur le continent africain. Les discussions ont porté, aussi, sur les développements du processus de négociation concernant la question du Sahara Occidental, et les perspectives de relance du processus onusien vers un règlement politique du conflit, conformément aux résolutions de la légitimité internationale y afférentes.

... ET SON HOMOLOGUE CUBAIN

Le ministre d'État, Ahmed Attaf, a, également, et en marge de sa participation aux travaux de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'AGNU, rencontré le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla. La rencontre a permis de passer en revue l'état de la coopération entre les deux pays et les perspectives de son renforcement dans les domaines d'intérêt commun. Un échange de vues a également eu lieu sur les derniers développements de la situation sur la scène internationale.

F. G.

ÉLECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Vers un remodelage de la carte politique

Les élections locales, prévues le 28 novembre 2026, pourraient constituer une étape allant au-delà du simple renouvellement des Assemblées locales et contribuer, selon le membre de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Ali Ben Zadi, à une reconfiguration partielle de la carte politique.

Cette évolution serait liée à la combinaison de nouveaux facteurs juridiques et géographiques, qui placent notamment les partis politiques face à un test de leurs implantations locales. Invité de l'émission « Daïf Es-Sabah » de la Radio nationale, Ben Zadi a souligné que l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW) constitue l'un des principaux rendez-vous électoraux nationaux, en raison de sa proximité directe avec les citoyens et de son rôle dans le choix de leurs représentants et la concrétisation du développement local. Le responsable a également



évoqué la désignation, à la fin du mois d'août 2026, de Saâd Arous à la tête de l'ANIE par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Selon Ben Zadi, cette nomination a suscité, des réactions favorables parmi des acteurs politiques et juridiques, qui y voient une étape importante dans la conduite de l'Institution électorale. Dans le cadre des préparatifs du scrutin, l'ANIE a engagé une restructuration de ses délégations et structures locales, avec notamment l'installation de

coordinateurs de wilaya, l'organisation de rencontres régionales de coordination et le renforcement de la préparation sur le terrain. Cette réorganisation vise également à clarifier les prérogatives et les aspects logistiques, tout en consacrant le principe de neutralité prévu par la loi.

DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR LES NOUVELLES WILAYAS

Concernant les nouvelles wilayas issues du nouveau

découpage administratif, Ali Ben Zadi a assuré que l'ANIE a prévu les mécanismes nécessaires pour permettre le déroulement du scrutin du 28 novembre.

Il a notamment cité l'exemption de la collecte des signatures sur la base de la « wilaya mère », ainsi que le déploiement des coordinateurs sur le terrain, l'organisation de rencontres de formation et de réunions régionales et l'application stricte du principe de neutralité.

La préparation du scrutin intervient alors que la révision exceptionnelle des listes électorales s'est déroulée du 6 au 17 septembre 2026, avant les différentes étapes liées au dépôt et à l'examen des candidatures, à la campagne électorale et à la période de silence électoral, jusqu'au rendez-vous du 28 novembre.

Selon les données communiquées par Ben Zadi, le processus électoral mobilise d'importants moyens humains et logistiques, avec notamment plus de 13 000 centres de vote et 63 000 bureaux de vote à travers le pays.

Ania N.

FONCTION PUBLIQUE

Les enseignantes stagiaires ont le droit au congé de maternité

Les enseignantes nouvellement recrutées à l'issue des concours de l'année 2025, organisés sur la base de l'étude des dossiers, ont rejoint leurs établissements scolaires et entamé leur période de stage en qualité de fonctionnaires stagiaires. Leur situation suscite toutefois plusieurs interrogations concernant leurs droits et obligations professionnels et sociaux, notamment pour celles qui s'apprentent à vivre une grossesse et un congé de maternité. La question de leur droit à bénéficier du congé de maternité et de l'éventuelle incidence de cette période sur leur titularisation revient régulièrement dans le secteur de l'éducation. Ce débat est notamment alimenté par des interprétations différentes de la réglementation au niveau de certains établissements, alors que les textes en vigueur encadrent clairement la situation des fonctionnaires stagiaires. Dans ce cadre, plusieurs inspecteurs de différentes spécialités ont apporté des éclaircissements aux préoccupations exprimées dans le milieu éducatif, en se référant aux dispositions légales applicables. Ils ont notamment rappelé l'article 87 de l'ordonnance présidentielle n° 06-03 portant statut général de la fonction publique, qui dispose que « le fonctionnaire stagiaire est soumis aux mêmes obligations que les fonctionnaires et bénéficie des mêmes droits ». Cette disposition confirme ainsi que la fonctionnaire stagiaire bénéficie des mêmes droits que les autres fonctionnaires, y compris en matière de protection sociale et de congé de maternité. Une correspondance de la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative, portant le numéro 1082/2014 et datée du 17 juin 2014, avait

déjà apporté des précisions sur cette question. Fondée notamment sur les articles 87 et 213 de l'ordonnance précitée, elle confirme clairement le droit de la fonctionnaire stagiaire à bénéficier du congé de maternité durant la période de grossesse et d'accouchement. La même correspondance précise également les modalités de poursuite de la période de stage après cette interruption. Ainsi, la fonctionnaire stagiaire bénéficie de sa protection sociale durant son congé de maternité, avant de reprendre sa période

de stage à l'issue du congé et de poursuivre la durée réglementaire nécessaire à sa titularisation. La période de stage est fixée à une année, renouvelable une fois pour la même durée. Le congé de maternité légalement accordé n'annule donc pas le stage et ne prive pas l'intéressée de son droit à la titularisation. La période restant à accomplir est simplement poursuivie après la reprise du travail, conformément à la réglementation en vigueur.

A. N.

« DZAIR DIGITAL SERVICES »

De nouveaux services environnementaux bientôt intégrés

La Haut-Commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, et la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaouther Krikou, ont présidé lundi une deuxième réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'avancement des services numériques relevant du secteur de l'environnement. La rencontre, tenue au siège du Haut-Commissariat à la numérisation, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des orientations visant à élargir l'utilisation de la plateforme nationale des services numériques gouverne-

mentaux « Dzair Digital Services » et à faciliter son accès dans le cadre d'un système national unifié. Les travaux ont notamment porté sur la plateforme de l'investisseur environnemental, la plateforme nationale de suivi des installations de gestion des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la plateforme nationale d'alerte précoce et de surveillance anticipée des changements climatiques. Selon le bilan présenté lors de la réunion, plusieurs de ces services ont atteint des étapes avancées de préparation, ouvrant la voie à leur lancement et à leur

intégration progressive sur la plateforme nationale. L'objectif affiché est d'élargir l'offre de services numériques accessibles aux citoyens et de renforcer l'interopérabilité entre les différents secteurs. Meriem Benmouloud a insisté sur la nécessité d'achever le processus dans les délais afin de permettre le lancement effectif des services concernés. De son côté, Kaouther Krikou a appelé à accélérer les travaux pour atteindre le niveau de préparation requis et rapprocher davantage les services environnementaux des citoyens.

M. Seghilani

SERVICES SOCIAUX

Hattab veut accélérer la numérisation et les projets du FNPOS

Renforcer les services sociaux et améliorer les conditions de vie des travailleurs salariés : tel est l'objectif mis en avant par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, lors d'une réunion consacrée au bilan et aux perspectives du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS). Président, au siège de son département ministériel, une séance de travail consacrée au FNPOS, le ministre a examiné le bilan de ses activités ainsi que l'état d'avancement des programmes destinés aux travailleurs salariés. Cette rencontre a également permis de faire le point sur les différents dispositifs du Fonds et sur les moyens de renforcer leur efficacité afin de mieux répondre aux besoins sociaux des travailleurs. Dans ce cadre, Mohamed Hattab a donné une série d'instructions visant à améliorer les performances du Fonds et à renforcer l'efficacité de ses prestations. Il a notamment insisté sur la nécessité d'accélérer le traitement des dossiers et d'élargir la numérisation, afin de réduire les délais, renforcer la transparence et garantir l'égalité des chances dans l'accès aux différents programmes. Le ministre a également appelé à renforcer le suivi des opérations de recouvrement, considérées comme un élément important pour consolider les ressources du Fonds et assurer la pérennité de ses différents programmes. Concernant les projets, le ministre a insisté sur la nécessité d'intensifier le suivi sur le terrain, tout en accélérant le lancement des opérations déjà inscrites. Il a, dans ce sens, demandé l'élaboration d'un programme de projets au titre de l'année 2027, avec pour objectif de garantir le respect des délais, la qualité des réalisations et la concrétisation effective des projets conformément aux objectifs fixés.

ANTICIPER LES BESOINS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS

Sur un autre volet, Mohamed Hattab a préconisé de renforcer les études prospectives sur les besoins des travailleurs en matière de logement et de prestations sociales. Cette démarche doit permettre au Fonds de mieux anticiper l'évolution des besoins et d'adapter ses programmes aux nouvelles attentes des travailleurs salariés. Le ministre a également appelé à développer les mécanismes de mobilisation des ressources du Fonds, afin de soutenir la durabilité de ses programmes et de renforcer sa capacité à répondre aux besoins sociaux qui se renouvellent.

À l'issue de la réunion, le ministre a insisté sur la nécessité de traduire l'ensemble de ces orientations en mesures concrètes, claires et soumises au suivi et à l'évaluation. Une démarche destinée à renforcer le rôle du FNPOS dans le développement des services sociaux et sa contribution à l'amélioration des conditions sociales des travailleurs salariés.

A. N.

UNE TRANSFORMATION À GRANDE ÉCHELLE SE DESSINE À L'HORIZON 2027

60 milliards DA injectés pour équiper les ports

Le secteur portuaire s'apprête à franchir une nouvelle étape dans sa modernisation. À l'horizon 2027, plusieurs infrastructures stratégiques devraient voir leurs capacités considérablement renforcées, à la faveur de projets d'extension, de modernisation des équipements et de développement des activités logistiques.



PH: DR

D'Arzew à Annaba, en passant par Djen Djen, les chantiers engagés visent à accompagner la progression des échanges, à renforcer l'attractivité des infrastructures et à créer de nouvelles capacités au service de l'économie nationale. Cette dynamique s'appuie sur des investissements importants ; 60 milliards de dinars ont été mobilisés depuis 2025 pour l'équipement des ports, dont 21 milliards de dinars en 2026, tandis que plusieurs projets structurants affichent déjà des taux d'avancement significatifs. C'est d'ailleurs, ce qu'a détaillé le président-directeur général du Groupe des services portuaires (Serport), Ali Boularas, lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio algérienne. Au port d'Arzew, dans la wilaya d'Oran, les travaux d'extension ont atteint 61 % d'avancement. Le projet, dont l'achèvement est prévu en 2027, doit porter la superficie totale de l'infrastructure à 55 hectares. Cette extension revêt une importance particulière pour l'ouest du pays, compte tenu du rôle stratégique du port dans les échanges commerciaux. L'augmentation des capacités devrait permettre de ren-

forcer la prise en charge des flux et d'accompagner la dynamique économique de la région.

À Annaba, un autre chantier majeur avance à un rythme soutenu. Le port, appelé à jouer un rôle important dans la chaîne logistique liée à la filière des phosphates, disposera d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes de phosphate intégré. Le taux d'avancement des travaux atteint actuellement 55 %, avec une livraison annoncée pour mars 2027. Au-delà de l'augmentation des capacités portuaires, le projet devrait également générer un impact significatif sur l'emploi. Entre 5 000 et 10 000 postes de travail pourraient ainsi être créés, selon le responsable de Serport.

À Jijel, le port de Djen Djen s'inscrit également dans cette dynamique d'expansion. L'infrastructure traite déjà plus de 10 000 conteneurs, tandis que les capacités sont appelées à progresser avec un objectif de 20 000 conteneurs. Cette montée en puissance doit consolider la vocation logistique du port et renforcer sa contribution au développement du transport maritime de marchandises.

L'ÉLECTRIFICATION DES QUAIS AU CŒUR DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

La modernisation du réseau portuaire ne se limite toutefois pas à l'augmentation des capacités. Une feuille de route pour l'électrification des quais a été mise en place, avec les ports d'Alger et de Mostaganem comme premières étapes. Le principe consiste à permettre aux navires à quai d'utiliser l'alimentation électrique terrestre plutôt que de maintenir leurs moteurs en fonctionnement. Cette orientation doit contribuer à réduire les émissions polluantes et à favoriser l'utilisation d'énergies plus propres dans les infrastructures portuaires. Cette dimension environnementale vient ainsi compléter les investissements consacrés à l'extension et à la modernisation des équipements.

UNE STRATÉGIE POUR RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DES PORTS

Selon Ali Boularas, une stratégie intégrée est également déployée au niveau des entreprises portuaires afin d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'ensemble du système. L'objectif est d'adapter les infrastructures aux exigences

de l'économie nationale, tout en renforçant l'ouverture de l'Algérie sur son environnement régional. Le développement des compétences figure également parmi les axes de cette stratégie. Un centre spécialisé dans la formation des cadres dans les domaines portuaire et maritime doit être créé dans la wilaya de Mostaganem, afin d'accompagner l'évolution des métiers et les besoins en compétences du secteur.

MODERNISER LES ÉQUIPEMENTS

Cette transformation repose enfin sur un effort financier conséquent. Depuis 2025, 60 milliards de dinars ont été mobilisés pour l'équipement des ports, dont 21 milliards de dinars au titre de 2026 pour l'acquisition de nouveaux matériels. À travers ces investissements, les ports algériens cherchent à franchir un nouveau cap: augmenter leurs capacités, améliorer la fluidité du traitement des marchandises, soutenir les activités industrielles et commerciales et inscrire progressivement les infrastructures portuaires dans une logique de performance et de transition énergétique.

Sarah O.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE Le rôle moteur de la science et de l'innovation

L'Académie algérienne des sciences et technologies a tenu lundi à Alger sa quatrième assemblée générale officielle, consacrée à la transition énergétique et environnementale, en présence de responsables gouvernementaux, de représentants du Parlement et de plusieurs institutions nationales. Le président de l'Académie, Mohamed Hichem Kara, a souligné le rôle des sciences et des technologies face aux défis mondiaux actuels. Il a appelé à accompagner les transformations rapides par l'adaptation du système éducatif national et la réflexion sur une école contemporaine préservant les traditions et les composantes nationales. Le responsable a également plaidé pour le développement du système éducatif et de la recherche à travers la concertation et le dialogue fondés sur des données fiables et des bases scientifiques. À ses yeux, la transition énergétique, au même titre que l'intelligence artificielle, constitue un défi majeur susceptible de redessiner les rapports de force à l'échelle mondiale. Les travaux ont notamment porté sur les défis de la transition énergétique en Afrique, dont le déficit de maîtrise technologique, la faiblesse des cadres réglementaires et les contraintes de financement. Mohamed Khoudja, vice-président de l'Académie et directeur général de l'Institut algérien du pétrole, a insisté sur la nécessité d'associer les différents acteurs et de renforcer la coordination, notamment dans le domaine de la formation, tout en mettant en avant l'expérience algérienne dans le secteur énergétique. Une communication a également été consacrée au stockage et à la gestion de l'énergie au service de la transition énergétique en Algérie. L'assemblée a par ailleurs été marquée par la remise de prix thématiques et la présentation du rapport annuel des activités scientifiques et technologiques de l'Académie. À cette occasion, deux conventions de coopération ont été signées avec le Haut Conseil de la langue arabe et l'Office des publications universitaires, dans l'objectif de valoriser les résultats de la recherche scientifique et de soutenir les compétences.

M. Seghilani

TOURISME

Le numérique et l'IA pour booster la destination Adrar

La wilaya d'Adrar entend renforcer son attractivité touristique en s'appuyant sur les innovations numériques et l'intelligence artificielle. Ces technologies ont été au centre des activités organisées à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, notamment à travers la présentation des initiatives portées par les clubs et associations touristiques. Organisée aux hôtels Foggara et Touat, au centre-ville d'Adrar, la manifestation a permis à plusieurs opérateurs de présenter leurs travaux et leurs solutions destinées à moderniser la promotion touristique. Selon le directeur du tourisme et de l'artisanat d'Adrar, Abdelrahmane Khouna, cette démarche vise à mettre en évidence le rôle de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans la reconfiguration du secteur. La wilaya, considérée comme une destination touristique importante du Sud algérien, accueille des visiteurs tout au long de l'année, avec une activité appelée à s'intensifier durant la saison touristique saharienne. Cette dynamique devrait notamment être soutenue par l'organisation, en décembre prochain, du Festival international du tourisme saharien. Le programme comprenait également des ateliers consacrés aux moyens de valoriser la numérisation et l'intelligence artificielle dans le développement de la promotion touristique, ainsi que des expositions d'artisanat et des circuits à travers plusieurs communes de la wilaya.

M.S.

BOURSE D'ALGER

La filiale algérienne du groupe tunisien « Assad » examine son introduction

La demande du groupe tunisien Assad concernant l'introduction de sa filiale algérienne à la Bourse d'Alger a été examinée lundi par le guichet unique du marché financier, réuni au siège de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob). La demande porte sur l'accès au marché financier algérien de Batteries Assad Algérie, une société de droit algérien, spécialisée dans la fabrication et la distribution de batteries destinées aux différents types de véhicules. La réunion a été présidée par le président de la Cosob, Youcef Bouzenada, en présence notamment de la directrice

générale de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV) et du directeur général d'Algérie Clearing, ainsi que des représentants des différents acteurs concernés par le guichet unique du marché financier, selon un communiqué de la Commission. Filiale du groupe tunisien Assad, l'entreprise évolue au sein d'un groupe spécialisé dans la fabrication et la distribution de batteries pour les secteurs automobile et industriel, ainsi que pour les activités liées à la transition énergétique. Créé en 1938, le groupe Assad est coté à la Bourse de Tunis depuis 2005. Au cours de la rencontre, les participants ont examiné les

conditions et les procédures liées à l'accès au marché financier algérien et à une éventuelle introduction à la Bourse d'Alger. Les échanges ont également porté sur les différentes étapes du processus réglementaire et les exigences auxquelles l'entreprise devra répondre. La Cosob rappelle que le guichet unique du marché financier a notamment pour mission d'accompagner les entreprises souhaitant accéder au marché financier. Il assure également l'information et l'orientation des candidats et facilite la coordination entre les différents intervenants dans le processus d'introduction en Bourse.

L. Zeggane

LE SITE « EL ESPAÑOL » PUBLIE LES PREUVES DE L'IMPLICATION DU MAKHZEN DANS LA CRISE DE CEUTA

« L'armée marocaine a organisé et encadré l'invasion »

La presse espagnole avait, depuis l'apparition des premiers groupes de clandestins qui avaient, les 30 et 31 juillet derniers, envahi l'enclave de Ceuta, relevé la présence de policiers et de gendarmes marocains dans le flot des assaillants.

Ces affirmations avaient suscité une réaction du Makhzen qui avait démenti les révélations de la presse espagnole tout en mettant en cause les réseaux de la mafia de l'émigration clandestine, une sortie qui n'a pas convaincu. Aujourd'hui c'est un rapport des services de renseignements espagnols qui vient apporter les preuves de l'implication de l'armée espagnole dans les événements qu'a connus l'enclave et les éléments qui mettent au jour une infiltration d'éléments marocains parmi la population de l'enclave.

Le site d'information « El Español » qui a consulté des documents classifiés des services de renseignement espagnols a révélé la présence de 72 militaires marocains identifiés parmi les envahisseurs de l'enclave de Ceuta. Ces rapports décrivent l'armée marocaine comme un « centre de gravité » pour le financement et le contrôle des groupes d'envahisseurs. Ils comprennent également 50 photos de soldats et d'officiers de Rabat, identifiés dont certains auraient surveillé les troupes espagnoles. Le site révèle même un comportement suspect de ces agents marocains infiltrés, « qui logent dans des maisons privées, pratiquent des sports en groupe et perçoivent fréquemment des revenus de l'autre côté de la frontière », ce qui prouve qu'ils sont en mission commandée.

LES PREUVES S'ACCUMULENT ET ENFONCENT LE MAKHZEN

Les trois rapports consultés par « El Español » précisent que les 72 militaires marocains identifiés, 22 d'entre eux appartiennent aux services secrets de Rabat et que 50 autres sont des militaires actifs infiltrés dans l'opération.

D'après des informations obtenues en exclusivité par ce site d'information, le comportement des militaires marocains infiltrés est le suivant : « ils sont toujours attentifs à leur environnement ». Par ailleurs, les renseignements recueillis par l'Espagne indiquent que les militaires marocains sont logés dans des appartements privés, où ils disposent du nécessaire à leur survie. D'autre part, le groupe de 22 agents du renseignement marocains sont les « cerveaux »



qui décident des points vulnérables à attaquer et qui évaluent également la capacité de réaction des forces espagnoles. Mais leur objectif principal est précisément de transmettre aux 50 autres soldats l'ordre d'attaquer la ville et de semer la peur parmi les habitants de Ceuta. « Ils sont chargés de fixer, par exemple, les fausses dates d'une autre prétendue invasion. Dans ses révélations, le site indique qu'il n'existe pas de hiérarchie établie au sein de la structure des soldats de Rabat infiltrés dans l'enclave. Les rapports les décrivent comme des « centres de gravité ». Les militaires marocains sont au centre, et différents types de réseaux se ramifient à partir d'eux. « Par exemple, un agent des services de renseignement marocains donne un ordre à l'un des cinquante soldats infiltrés dans la rue. Et c'est ce qui explique dans une large mesure le climat d'insécurité nourri par des actes des clandestins infiltrés et qui ont trouvé refuge dans des foyers aménagés par le gouvernement central.

Selon les révélations d'un haut responsable militaire espagnol, ils ont constaté une tendance chez les personnes qui traversent la frontière avec des valises, se rendent à un endroit précis de Ceuta, y restent pendant une courte période, puis retournent au Maroc. « Outre la nourriture qui leur est fournie quotidiennement, dans de nombreux camps, nous voyons des groupes de migrants arriver avec plus de 30 miches de pain, des œufs, du poulet, des boissons et divers autres aliments, qu'ils distribuent sans rien demander en retour. Et cela se produit tous les jours », explique-t-il. Une fois que le financement, l'approvisionnement alimentaire et la sélection des personnes chargées d'exécuter les ordres passés sont maîtrisés, le plan est mis en œuvre. « Les attaques contre les militaires n'étaient pas des actes aléatoires. L'incendie dans les montagnes n'était pas un incident isolé. L'invasion de certains appartements surpeuplés a également été ordonnée. Les mafias qui

contrôlent les bateaux de trafic de drogue vers la péninsule disposent désormais de nouveaux équipements et transportent jusqu'à 20 personnes par voyage », a déclaré le haut responsable militaire. Cela explique dans une large mesure, comment l'enclave est devenue la plaque tournante du trafic de drogue qui alimente le marché européen et comment elle est devenue une porte d'entrée vers l'espace Schengen pour des masses de clandestins.

Les 72 soldats marocains infiltrés au sein du groupe ont été identifiés sur une cinquantaine de photographies figurant dans les rapports. Par ailleurs, sept réservistes se sont volontairement présentés à la Police nationale pour confirmer leur identité.

LES CEUTIENS ATTENDENT UNE RÉPONSE FERME DE SANCHEZ

Les rapports des services de renseignement espagnols décrivent le morphotype des envahisseurs qui ne répond pas à celui d'un clandestin venu chercher une vie meilleure en Europe mais plutôt celui d'un militaire en opération secrète. « L'un des critères d'identification était l'âge. Le premier jour, selon le rapport du Centre national pour l'immigration et les frontières (CENIF), les hommes qui traversaient la frontière étaient

âgés de 15 à 25 ans, portaient des combinaisons de plongée et utilisaient des gilets de sauvetage. Le deuxième jour, le profil des personnes présentes a évolué : on y trouvait des personnes jusqu'à 40 ans, des familles entières et de jeunes enfants. Ils étaient vêtus de vêtements de sport et de tongs, sans équipement spécifique comme des combinaisons de plongée ou des palmes. Et lors de la troisième vague, le profil était à nouveau celui de jeunes de 15 à 25 ans, équipés pour traverser à la nage. Le point commun entre les personnes qui ont traversé est qu'elles n'étaient pas des chefs, qu'elles s'occupaient d'elles-mêmes et de leur subsistance, et que leur condition physique n'était pas caractérisée par une musculature bien développée », explique la même source. Cependant, au fil des jours, révélé « El Español », les services de renseignement espagnols ont remarqué un changement à Ceuta : chaque jour, vers 8 heures du matin, des groupes se répartissaient dans des zones moins visibles et sortaient pour faire de l'exercice. « Nous avons alors commencé à observer un comportement atypique et typique des militaires : un emploi du temps précis, des changements d'itinéraires habituels, et le fait que ces personnes, âgées de 30 à 45 ans, présentent une musculature très développée, en plus d'un physique assez courant dans les forces armées marocaines, sans tatouages ni cicatrices sur les bras liés à une quelconque organisation criminelle », ajoute-t-il. Ces révélations interviennent alors que la population de Ceuta attend toujours une réponse ferme du gouvernement socialiste de Pedro Sanchez. Les habitants estiment qu'ils font face à une agression et une tentative d'invasion, décidée, coordonnée et menée par le Maroc au moment où le gouvernement de Madrid continue de gérer les événements comme une simple vague de clandestins qui pourraient être canalisée par le recours à un détachement de policiers anti-émeutes.

Slimane B.

SAHARA OCCIDENTAL

La solidarité avec le peuple sahraoui réaffirmée dans les milieux syndicaux européens

Le Réseau syndical international de solidarité et de lutte a renouvelé son soutien au peuple sahraoui à l'issue de sa septième rencontre européenne, tenue à Paris du 25 au 27 septembre. Dans une déclaration consacrée à cette question, le réseau appelle les organisations syndicales européennes à traduire leur solidarité en actions syndicales et en initiatives concrètes. La rencontre a réuni des organisations syndicales de plusieurs pays européens, notamment l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Grande-Bretagne, l'Ukraine et la France, ainsi que des organisations venues d'Iran, du Brésil et du Sénégal. Dans leur déclaration, les organisations participantes affirment leur soutien au peuple sahraoui, en particulier aux travailleurs et travailleuses sahraouis. Elles présentent la question du Sahara occidental comme comportant également une dimension sociale et syndicale et appellent à défendre les droits d'organisation, de réunion, de manifestation et de liberté syndicale. Le réseau invite les syndicats européens à dénoncer les atteintes visant, selon la déclaration, les syndicalistes, militants et organisations sahraouis. Il appelle également à établir des relations directes avec les organisations syndicales et de travailleurs sahraouis. La déclaration aborde par ailleurs la question des activités économiques et des ressources du territoire. Les organisations signataires demandent que les intérêts économiques ne soient pas placés au-dessus des droits des travailleurs et de la population concernée et appellent à examiner la participation d'entreprises européennes à des activités économiques dans le territoire. Les participants demandent enfin au gouvernement espagnol et aux institutions européennes d'assumer leurs responsabilités à l'égard de la question sahraouie. Ils réaffirment leur volonté de maintenir ce dossier dans l'action syndicale et de faire du soutien aux droits des travailleurs sahraouis un axe durable de leur mobilisation.

M.S.

PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOIS

Des organisations exigent la transparence sur la situation et les conditions de détention

La Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines a appelé à permettre aux organisations de défense des droits humains et aux avocats d'accéder aux informations concernant les détenus sahraouis et leurs lieux de détention. Dans un communiqué, l'organisation a renouvelé sa demande de divulgation immédiate du lieu de détention du prisonnier civil Hassan Eddah, ainsi que de la possibilité pour sa famille et son avocat de communiquer avec lui et de s'enquérir de son état. La Ligue demande également des informa-

tions sur l'état de santé des prisonniers en grève de la faim et réclame qu'ils puissent recevoir les soins médicaux nécessaires, tout en respectant leur volonté et leurs droits fondamentaux. Elle appelle en outre à faciliter les visites et les communications des familles avec les détenus, sans obstacles ni mesures de représailles. Elle demande également que les prisonniers puissent communiquer par téléphone avec leurs proches et leurs avocats et qu'ils ne soient pas soumis à des mesures d'isolement ou de dispersion empêchant le suivi de leur situation. La Ligue invite les

organisations internationales de défense des droits humains, les instances onusiennes concernées, le Comité international de la Croix-Rouge et les médias internationaux à suivre ces développements et à vérifier la situation des prisonniers en grève de la faim. Elle insiste enfin sur la nécessité d'une intervention rapide, avant toute aggravation de l'état de santé des détenus, et indique qu'elle continuera à suivre leur situation et à informer l'opinion publique des éléments nouveaux dont elle dispose.

M.Seghilani

ATTAQUES CONTRE LA MOSQUÉE AL-AQSA

Le Makhzen confirme sa servilité à l'entité sioniste

Lundi, le Waqf d'El-Qods a annoncé que 1 222 sionistes ont pris d'assaut l'esplanade des Mosquées, sous la protection de policiers lourdement armés et en présence de leur ministre de la Sécurité nationale.

Le Waqf a indiqué que les sionistes sont entrés dans la mosquée par groupes successifs par la porte des Maghrébins et ont accompli des rituels et des prières talmudiques, notamment dans la partie orientale de la mosquée, poursuivant ainsi les violations répétées du statu quo historique et juridique. Ces incursions de colons et de hauts responsables sionistes se poursuivaient pour le troisième jour consécutif dans la mosquée Al-Aqsa, pendant que les autorités sionistes d'occupation empêchent de nombreux musulmans d'entrer dans la mosquée lors de ces incursions. Face à cette situation, le président du Comité El-Qods, qui n'est autre que le roi du Maroc, garde le silence et regarde ailleurs. Il a adressé des télégrammes aux dirigeants saoudiens à propos de prétendues tentatives d'attaques contre La Mecque et Médine estimant hypocritement qu'"elles constituaient une atteinte aux sentiments des quelque 1,8 milliard de musulmans dans le monde". Mais les attaques réelles au vu et au su de tous, menées par l'entité sioniste contre la Mosquée d'Al-Aqsa, sont complètement ignorées, de même que le génocide contre la population palestinienne à Ghaza et en Cisjordanie. Au contraire, le Makhzen continue de dérouler le tapis rouge pour accueillir les criminels sionistes. Le Maroc et l'entité sioniste prévoient d'ouvrir chacun une ambassade, comme cela a été annoncé mercredi 16 septembre à New York, sous l'égide des États-Unis. Sur ce fait, une nouvelle vague de protestations a éclaté au Maroc, rejetant la normalisation des relations entre le régime du Makhzen et l'entité sioniste. Des centaines de citoyens ont participé à des manifestations dans plusieurs grandes villes, à l'ap-



pel du Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation. 76 manifestations ont été organisées dans 45 villes, afin d'exprimer une solidarité absolue avec la cause palestinienne. Les protestations se sont concentrées dans des lieux stratégiques, notamment Casablanca, la capitale économique, Meknès, Beni Mellal, Tétouan, Agadir et Tanger. Le roi du Maroc fait la sourde oreille à ces appels du peuple marocain de rompre avec l'entité sioniste, qui piétine chaque jour la Mosquée d'Al-Aqsa. Le Maroc a donné récemment une nouvelle preuve de sa servilité à l'égard de l'entité sioniste. En effet, alors que l'Algérie ainsi que plusieurs pays se sont retirés, jeudi, de la salle où se tenait la 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU, lorsqu'un responsable sioniste entamait son discours, les représentants des Émirats arabes unis et du Maroc étaient restés sur place pour suivre l'intervention du responsable sioniste. Le retrait de l'Algérie et de nombreux pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique Latine, des Caraïbes

et d'Océanie, soutenant le peuple palestinien, a été décidé pour protester contre la politique criminelle de l'entité sioniste qui a fait, depuis le 7 octobre 2023, 73 928 martyrs et 175305 blessés, selon le dernier bilan rendu public par les autorités palestiniennes qui font également état de nombreux corps ensevelis sous les décombres. De même que les autorités sionistes ciblent quotidiennement les Palestiniens par des campagnes d'arrestations, notamment à El-Qods et en Cisjordanie occupées. Les Émirats arabes unis et le Royaume du Maroc sont restés sur place en totale contradiction avec leurs discours sur leur prétendu soutien aux droits des Palestiniens. Le fait que les représentants du petit État du Golfe et du Makhzen soient restés sur place pour écouter le discours, reflète le soutien qu'ils apportent à l'occupation sioniste en opposition flagrante avec les aspirations de l'opinion publique arabe et islamique, en somme un acte de trahison de la cause centrale de toute une nation.

M. R.

CISJORDANIE OCCUPÉE Les incursions militaires et les attaques de colons se multiplient

Plusieurs zones de la Cisjordanie occupée ont été le théâtre, hier à l'aube, d'incursions et de perquisitions menées par les forces d'occupation israéliennes. Des renforts militaires ont été déployés dans plusieurs villes et localités, tandis qu'un jeune palestinien a été blessé par balles à Qabatiya, au sud de Jénine, avant d'être détenu. À Qabatiya, les forces d'occupation ont ouvert le feu lors de leur incursion, blessant un jeune homme. Les ambulances ont été empêchées de l'atteindre pendant plusieurs minutes avant qu'il puisse être évacué pour recevoir des soins. Des jeunes ont également été agressés et maltraités durant des opérations de détention. À Jénine, des véhicules militaires ont été déployés dans plusieurs rues et quartiers. À Naplouse, les forces d'occupation ont pénétré par le secteur du checkpoint d'Awarteh, avant de se déployer dans la partie orientale de la ville et dans le village de Madama. Des incursions ont aussi été signalées à Aqaba, dans le gouvernorat de Tubas, à Ras Chahada dans la localité d'Anata, ainsi qu'à Habla et Anabta. Ces opérations se sont accompagnées d'attaques menées par des colons contre plusieurs localités. À Jaloud, au sud de Naplouse, des maisons appartenant à la famille Toubaci ont été incendiées, ainsi qu'un véhicule. À Al-Mughayyir, au nord-est de Ramallah, des colons ont également incendié une maison et deux véhicules, selon les sources locales citées. À Jaloud, l'attaque est intervenue peu après le retour de membres de la famille Toubaci dans leurs habitations, à la suite d'une décision de la Cour suprême israélienne autorisant leur retour. Selon le témoignage de Mahmoud Toubaci, les colons ont attaqué la famille dès son arrivée et les forces d'occupation ne sont pas intervenues pour empêcher l'agression. L'armée israélienne a reconnu l'incendie de bâtiments, de véhicules et de biens palestiniens dans le village, tout en avançant sa propre version des incidents. Ces faits interviennent dans un contexte marqué, selon les sources locales citées dans le document, par une multiplication des incursions militaires et des attaques de colons visant des villages et des localités de Cisjordanie occupée.

M.S.

GHAZA

Plus d'un million et demi de déplacés sans abris menacés par l'hiver

À l'approche de l'hiver, la situation des déplacés dans la bande de Ghaza suscite de nouvelles alertes. Entre tentes détériorées, bâtiments endommagés et restrictions affectant l'entrée des aides et des matériaux de reconstruction, plus d'un million et demi de personnes se trouvent exposées à des conditions d'hébergement précaires. Le Bureau des médias du gouvernement à Ghaza a averti mardi du risque d'une nouvelle catastrophe humanitaire. Selon les données communiquées par cet organisme, 270.000 tentes sont recensées dans le territoire, dont 162.000 sont devenues vétustes et impropres à l'usage, soit 60 % du total. Parallèlement, plus de 255 bâtiments sont présentés comme menacés d'effondrement. Le même organisme affirme avoir documenté 5.147 violations de l'accord de cessez-le-feu, ayant entraîné, selon son bilan, le martyre de 1.421 Palestiniens, des blessures pour 4.983 autres et l'arrestation de 198 personnes. Ces chiffres émanent du Bureau des médias du gouvernement à Ghaza. La crise de l'hébergement est aggravée par les restrictions sur l'acheminement des approvisionnements. Selon la même source, 72.826 camions ont été autorisés à entrer, contre 210.600 prévus dans le cadre de l'accord, soit un taux d'exécution inférieur à 35 %. Le déficit

atteint ainsi près de 137.000 camions. Le déplacement des personnes reste également limité. Le Bureau des médias indique que 13.785 voyageurs ont été autorisés à quitter le territoire, contre 35.000 qui auraient dû pouvoir circuler. Il réclame notamment la levée des restrictions pour permettre aux malades et aux blessés d'accéder aux soins. Sur le terrain, trois Palestiniens ont été martyrisés et plusieurs autres blessés mardi à l'aube lors de tirs et de

bombardements israéliens dans plusieurs zones de la bande de Ghaza. Des opérations de bombardement, de destruction de bâtiments et des tirs d'artillerie ont également été signalés dans plusieurs secteurs. Par ailleurs, les familles de 105 martyrs dans l'est de Ghaza se préparent à inhumer les restes de leurs proches, récupérés sous les décombres du secteur de la tour Al-Taj. Les cérémonies de recueillement sont prévues mercredi 30 sep-

tembre, avant l'inhumation jeudi 1er octobre au cimetière Cheikh Radwan. Les équipes de la Défense civile poursuivent les opérations de recherche, alors que plus de 8.000 corps resteraient encore sous les décombres, selon une déclaration antérieure de son porte-parole Mahmoud Basal. Le manque d'engins lourds, d'équipements et de carburant complique davantage les opérations d'extraction.

M.Seghilani

DÉTENUS PALESTINIENS

Un rapport alerte sur les conséquences de l'absence d'informations

La non-divulagation d'informations essentielles sur les détenus palestiniens prive leurs familles et leurs avocats de garanties fondamentales, alerte un rapport de la Fondation Solidarité à l'occasion de la Journée internationale de l'accès universel à l'information, célébrée le 28 septembre. Le rapport souligne que l'absence d'informations sur le lieu de détention, l'autorité responsable, le fon-

dement juridique de l'arrestation, la situation judiciaire ou encore l'état de santé peut entraver le suivi des dossiers et l'accès aux soins. Il estime également que ces informations sont indispensables pour contester la légalité d'une détention et préserver les éléments utiles aux enquêtes. La situation devient particulièrement préoccupante en cas de décès en détention. Selon le rapport, les familles doivent

pouvoir connaître les circonstances et le lieu du décès, les causes médicales, les résultats des examens et des enquêtes ainsi que les modalités prévues pour la remise de la dépouille. Le document insiste ainsi sur le droit des familles à connaître le sort de leurs proches. Il appelle à enregistrer les détenus, leurs lieux de détention et leur situation juridique, à garantir l'accès aux informations médicales et à

informer rapidement les familles en cas de décès. Pour la Fondation Solidarité, l'accès à l'information ne constitue pas seulement une formalité administrative. Il représente également un élément de protection juridique et humaine des détenus et de leurs familles, notamment dans les situations de disparition ou de décès en détention.

M.S.

ORAN. POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU LITTORAL

Vaste opération d'aménagement pour la plage des Andalouses

Afin d'améliorer l'accueil des estivants et de valoriser le littoral oranais, les autorités locales ont récemment lancé des travaux de modernisation de la célèbre plage des Andalouses. Ce projet vise à doter ce site très prisé de nouvelles infrastructures esthétiques, pratiques et sécuritaires.



PH: DR

Située dans la commune d'El Ançor, la plage des Andalouses fait actuellement l'objet de travaux d'envergure supervisés par la Direction du logement. Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, s'est rendu sur le site dimanche soir pour inspecter l'état d'avancement du chantier et examiner les détails de cette initiative destinée à redynamiser et

embellir le front de mer. Le projet prévoit une refonte concrète de l'environnement paysager pour optimiser le confort des visiteurs. Les trottoirs seront réaménagés et de nouveaux bancs publics installés. L'éclairage public sera également modernisé grâce à la rénovation des candélabres, tandis que des kiosques au design soigné prendront place sur le littoral pour améliorer l'esthétique générale de l'es-

pace. Outre l'embellissement, une attention particulière est portée à l'organisation et à la sécurité du site balnéaire. Le plan d'aménagement inclut la création d'un parking pour fluidifier le stationnement et mieux structurer l'espace. De plus, la sécurité des baigneurs sera renforcée par la réalisation de deux postes dédiés, l'un pour la Gendarmerie nationale et l'autre pour la Protection civile.

Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie plus globale de la wilaya d'Oran, qui demeure l'une des destinations touristiques phares du pays. En modernisant les infrastructures de ses sites naturels les plus fréquentés, les autorités entendent offrir un cadre de loisirs de haute qualité et consolider durablement l'attractivité touristique de la région.

R. R.

EL-BAYADH. SEMAINE NATIONALE DE LA SANTÉ SCOLAIRE

Forte adhésion des élèves

Les activités de la Semaine nationale de la santé scolaire ont suscité un vif intérêt auprès des élèves de la wilaya d'El Bayadh, qui ont participé activement aux différentes activités et ateliers de sensibilisation organisés au sein des établissements scolaires, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la direction de l'éducation de la wilaya. Selon la même source, cette semaine de sensibilisation, organisée du 21 au 27 septembre sous le slogan "La santé scolaire pour un avenir sain et sûr", a été organisée à l'initiative

conjointe des secteurs de l'Education et de la Santé et de la Population, avec la participation des 19 unités de dépistage et de suivi (UDS) de santé scolaire réparties à travers la wilaya. Ces activités ont été encadrées par des spécialistes dans différents domaines, notamment des médecins, des conseillers d'orientation et de guidance scolaire, ainsi que des psychologues. Le programme a suscité une forte participation et une interaction notable de la part des élèves, précise la même source. Le programme de cette semaine de sensibilisation, qui a concerné les différents établissements des trois cycles d'enseignement, a porté sur plusieurs thèmes, notamment la protection de l'environnement et l'importance de sa préservation, l'hygiène personnelle, l'alimentation saine et équilibrée, ainsi que les risques liés à l'obésité. Il a également abordé les dangers sur la santé de la consommation de boissons énergisantes. Les activités ont aussi porté sur l'importance de la pratique sportive et de la santé

physique et psychologique, les risques liés à la consommation de drogues et de substances psychotropes, ainsi que les dangers associés à l'usage excessif des écrans et des réseaux sociaux et leurs effets. L'accent a également été mis sur l'importance d'une utilisation intelligente et équilibrée des technologies. Le programme a inclus, en outre, des activités et des ateliers pratiques en lien avec les différents thèmes de sensibilisation, contribuant ainsi à simplifier les informations présentées aux élèves et à renforcer leur participation et leur interaction. Cette manifestation, qui s'est également distinguée par la distribution de dépliants de sensibilisation et la présentation d'explications simplifiées sur les différents thèmes abordés, a permis aux élèves de dialoguer, de poser des questions et d'exprimer leurs opinions. Elle vise à renforcer la prévention et à promouvoir la santé en milieu scolaire, ainsi qu'à améliorer le niveau de sensibilisation et à ancrer une culture sanitaire auprès des jeunes générations.

MÉDÉA. PROTECTION CIVILE Session de formation sur la recherche et l'intervention en milieu périlleux

Une session de formation aux techniques de recherche et d'intervention en milieu périlleux a été lancée au sein de l'unité d'intervention de la Protection civile d'Ouzera à Médéa, au profit d'officiers de la Protection civile issus de différentes wilayas, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de ce corps. Treize officiers occupant la fonction de chef de groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) participent à cette session de formation, entamée dimanche et qui s'étalera sur plusieurs jours, a indiqué le chargé de communication de la protection civile de Médéa, le lieutenant Mohamed Hmidouche. La session de formation est destinée, selon cet officier, à renforcer les capacités opérationnelles de ces unités spéciales d'intervention, à augmenter également leur niveau d'opérabilité et leurs compétences techniques en matière d'intervention en milieu périlleux. La formation des officiers de ces groupes d'élite de la Protection civile s'inscrit dans le cadre du programme annuel de formation et de perfectionnement du personnel opérationnel et d'adaptation à différentes situations d'intervention, a-t-il ajouté.

CHLEF. PÊCHE

Hausse de la production halieutique dans les ports

La direction de la Pêche et de l'Aquaculture de Chlef a enregistré en 2026 une hausse significative de la production halieutique dans les ports et les abris de pêche de la wilaya, a-t-on appris lundi auprès de cette instance. Le directeur du secteur, Hocine Melikeche, a précisé à l'APS, que ses services avaient enregistré, entre le 1er janvier et le 31 août de l'année en cours, une production de 5.417 tonnes de ressources halieutiques dans les ports et les abris de pêche situés le long du littoral de la wilaya. Le responsable a souligné que ce bilan est considéré comme "record et en hausse

de 100 %" par rapport à la même période de l'année dernière, au cours de laquelle une production de 2.422 tonnes avait été enregistrée.

M. Melikeche a expliqué cette hausse par l'organisation de la pêche en mer, le respect des périodes de repos biologique des différentes espèces de poissons, qui a contribué à leur abondance sur le littoral local, ainsi que par l'élargissement de la flotte de pêche et par des conditions climatiques propices à la pratique de cette activité. En ce qui concerne la participation des navires de la wilaya de Chlef à la campagne de pêche au thon rouge, la même source

a indiqué que la wilaya avait mobilisé cinq (5) navires pour cette opération, qui s'est déroulée du 19 mai au 1er juillet 2026, pour une production totale de 292 tonnes (bilan de production des cinq navires). A noter, la wilaya de Chlef dispose de deux ports de pêche en mer dans les communes de Ténès et d'El Marsa, ainsi que d'un abri de pêche en mer dans la commune de Beni Haoua et d'un deuxième abri dans la commune de Sidi Abderrahmane, tandis que la flotte de pêche en mer est estimée à 469 unités de pêche diverses (chalutiers, sardi- niers, petits métiers et thonniers).

AÏN-TÉMOUCHENT. DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE Création de plus de 4.800 nouveaux emplois

Plus de 4.800 nouveaux emplois ont été créés dans la wilaya d'Aïn Témouchent depuis le début de l'année 2026, dans différents secteurs d'activité, a indiqué lundi le directeur de l'Emploi de la wilaya, Fayçal Saïdi. Parmi ces emplois (4.867 au total), 268 postes ont été créés au niveau d'une entreprise privée implantée dans la zone industrielle de Tamazoura, spécialisée dans la fabrication de cartes et d'affiches électroniques, ainsi que dans la production d'autres équipements électroniques, a précisé le même responsable. Ces postes ont été attribués à des jeunes demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Agence de wilaya de l'emploi, conformément aux critères liés notamment à l'ancienneté d'inscription et aux qualifications requises par les différents secteurs d'activité, a-t-il ajouté. L'opération a également permis l'insertion de 864 bénéficiaires de l'allocation chômage dans le monde du travail, en fonction de leurs qualifications et des postes disponibles, a indiqué M. Saïdi. Par ailleurs, le marché de l'emploi dans la wilaya a enregistré une légère baisse du taux de chômage, passé de 9,83 % à 9,72 %, selon le même responsable. Cette évolution devrait se poursuivre progressivement au regard des perspectives annoncées pour le renforcement du marché de l'emploi au cours de la prochaine période, a-t-il estimé. Plusieurs projets d'investissement appelés à entrer prochainement en exploitation devraient également contribuer à consolider cette dynamique, notamment au niveau de la zone industrielle de Tamazoura, permettant ainsi de renforcer les opportunités d'emploi dans la wilaya, a-t-on souligné de même source.

SKIKDA. FORMATION PROFESSIONNELLE

Vingt nouvelles spécialités pour la session d'octobre

Pas moins de 20 nouvelles spécialités de formation professionnelle, adaptées aux besoins du marché du travail, ont été créées dans la wilaya de Skikda pour la session d'octobre, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels. Le chef du service de suivi de la formation, Abdelhak Draoui, a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit, notamment, des spécialités "cybersécurité", "d'installation de fibres optiques", "hôtellerie", "distribution de produits pharmaceutiques" et "technicien supérieur en génie civil". Il a ajouté que 7.463 postes pédagogiques sont offerts pour la rentrée professionnelle, prévue le 4 octobre, avant de souligner que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels sera renforcé, dans la région de Bouzaroua (commune de Filfila), par un institut national spécialisé (INSFP) de 300 postes et doté d'un internat de 120 lits. La même source a indiqué que cet institut sera spécialisé dans l'enseignement de l'informatique, des bases de données, de la gestion des stocks et de la logistique, en plus d'une spécialisation "agent de prévention et de sécurité dans les chantiers de construction" et "hôtellerie".

CONSTANTINE. AGRICULTURE

L'innovation et la maîtrise technique au cœur de la relance céréalière

Le développement des céréales d'hiver et des légumes secs a été au centre des débats lors du 7e colloque national organisé à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine.

Réunis pour l'occasion, des chercheurs, experts et professionnels du secteur agricole ont formulé des recommandations techniques et scientifiques majeures pour moderniser les pratiques, préserver les sols et optimiser les rendements face aux défis climatiques.

L'un des leviers cruciaux pour l'amélioration de la production réside dans la réduction des pertes lors de la récolte. C'est ce qu'a démontré le Dr Ilhem Kedira, professeure à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSA) d'Alger et membre du Conseil national de la mécanisation agricole. Lors de son intervention, elle a insisté sur l'importance vitale d'adopter des moyens et des techniques appropriés. Une maîtrise rigoureuse des différentes étapes de la récolte, associée à une utilisation opti-



PH: DR

male et un ajustement précis des équipements selon la topographie et la nature de la culture, permet non seulement de réduire significativement la perte de grains, mais aussi de rehausser la qualité globale du produit final.

En amont de la récolte, la phase de semis requiert une attention tout aussi méticuleuse. Khaled Belebdaoui, directeur général d'une entreprise économique agricole, a mis en évidence le caractère déterminant du contrôle de ce processus. En ajustant précisément la profondeur, la densité et la distribution régulière des

semences, tout en sélectionnant un matériel adapté aux spécificités du terrain, les agriculteurs garantissent une germination homogène. Cette démarche rationnelle, qui optimise l'exploitation des ressources disponibles, se traduit directement par une hausse de la productivité et de la qualité de la culture. La pérennité de la filière repose par ailleurs sur la préservation de l'écosystème agricole, particulièrement dans un contexte marqué par les bouleversements climatiques. Asma Bounas, chercheuse à l'université Badji-Mokhtar d'Annaba, a ainsi mis

en exergue le rôle fondamental de la santé des sols et de l'amélioration de la matière organique pour soutenir la production céréalière et atténuer les effets du changement climatique. Dans une démarche complémentaire, le Dr Wassima Lakhdari Jaouaher Moumeni de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) a mis en lumière les perspectives offertes par les solutions biologiques. L'usage de biofertilisants et de biostimulants se présente aujourd'hui comme une alternative innovante pour stimuler le rendement des céréales et des légumes secs. Afin de joindre la théorie à la pratique, cet événement d'envergure a été enrichi par la tenue d'une exposition dédiée au secteur. Quelque trente participants venus de vingt-trois wilayas y ont pris part, transformant le colloque en un véritable carrefour de découvertes. Les exposants ont pu y présenter des équipements agricoles de pointe, des services spécialisés ainsi que des projets novateurs illustrant le dynamisme et le potentiel de modernisation de l'agriculture nationale.

R. R.

SIDI BEL-ABBÈS. LES SOLUTIONS NUMÉRIQUES ET L'APPLICATION "TAQAUDI"

Thème d'une journée de sensibilisation de la CNR

Une journée d'information et de sensibilisation consacrée aux services numériques de la Caisse nationale des retraites (CNR) a été organisée, lundi, au siège de son agence locale à Sidi Bel-Abbès, avec pour objectif de promouvoir les nouvelles solutions mises à la disposition des retraités et de leurs ayants droit. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation du service public et de la mise en œuvre de la politique "zéro papier", à travers la généralisation des services numériques destinés à faciliter les démarches administratives et à réduire les déplacements des usagers. La rencontre a enregistré une affluence notable de retraités et de citoyens venus s'informer sur les différentes prestations numériques proposées par la CNR, notamment celles permettant d'effectuer certaines démarches à distance, sans avoir à se déplacer auprès des agences. Intervenant à cette occasion, le chargé de l'information et de la communication de l'agence locale, Sofiane Ouldioub, a indiqué que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la stratégie nationale de transformation numérique du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, visant à

"rapprocher l'administration des usagers et à fournir des services rapides et sécurisés, répondant aux attentes des personnes âgées". M. Ouldioub a précisé que cette journée avait accordé une attention particulière à la présentation de l'"assistant virtuel", récemment intégré au portail électronique de la CNR.

Accessible en continu, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ce service permet de répondre automatiquement et instantanément aux interrogations des retraités portant notamment sur les pensions, les revalorisations annuelles et les différentes démarches administratives. Des explications et des démonstrations pratiques ont également été proposées aux participants concernant l'utilisation de l'application mobile "Taqaudi" (Ma retraite), notamment sa fonctionnalité de reconnaissance faciale, destinée à faciliter le renouvellement à distance de certains justificatifs périodiques, à l'instar du certificat de vie, sans nécessité de déplacement auprès de l'agence.

Les participants ont également été informés des modalités permettant d'obtenir instantanément la carte de retraité numérique ainsi que les relevés d'émolu-

ments via les services numériques de la CNR.

Dans ce cadre, les services de l'agence ont mobilisé des équipes techniques et administratives chargées d'accompagner les retraités et de les orienter dans le téléchargement des applications, l'activation de leurs comptes numériques et l'utilisation des différentes fonctionnalités disponibles. Les équipes ont, par ailleurs, présenté les modalités de sollicitation du service d'aide et d'accompagnement social à domicile, destiné notamment aux personnes aux besoins spécifiques et aux malades dans l'incapacité de se déplacer. De leur côté, plusieurs retraités présents à cette rencontre ont salué cette initiative, mettant en avant l'importance de la numérisation des procédures et des nouvelles fonctionnalités, notamment la reconnaissance faciale et l'accès à distance aux documents administratifs, qui contribuent à réduire les déplacements et les temps d'attente, particulièrement contraignants pour les personnes âgées et les malades chroniques.

TISSEMSILT. UNIVERSITÉ

AHMED BEN YAHIA EL-WANCHARISSI

Cinq laboratoires de recherche scientifique prochainement opérationnels

L'Université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" de Tissemsilt sera prochainement renforcée par cinq laboratoires de recherche scientifique, a indiqué lundi le recteur de l'université, Abdelghani Bouchoucha. M. Bouchoucha a précisé que ces laboratoires sont en cours d'équipement en moyens et matériels nécessaires, en vue de permettre aux étudiants et aux chercheurs de mener des travaux scientifiques appliqués et des recherches approfondies dans plusieurs domaines, notamment ceux liés aux plantes médicinales et aromatiques, au développement de la culture des légumes secs et aux énergies renouvelables.

Le même responsable a indiqué que l'Institut des activités physiques et sportives sera également doté des équipements et moyens nécessaires à la pratique des différentes disciplines sportives inscrites dans les programmes de formation, dans de bonnes conditions. Il a relevé que cet institut acquiert progressivement une vocation régionale, notamment en raison de l'affluence d'étudiants issus de différentes wilayas voisines. Par ailleurs, et dans le cadre de l'amélioration des conditions d'hébergement des enseignants, les travaux de réalisation de 110 logements de fonction se poursuivent à un rythme soutenu, en prévision de leur livraison dans les délais contractuels et conformément aux normes modernes de construction. A l'occasion de la rentrée universitaire 2026-2027, l'Université "Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi" accueille 9.100 étudiants dans les différents cycles de formation, dont près de 800 étudiants à l'Ecole normale supérieure (ENS), ainsi que 2.557 nouveaux bacheliers, répartis entre les différentes filières et spécialités proposées par l'établissement.

L'Université de Tissemsilt compte quatre facultés: la Faculté des sciences et de la technologie, la Faculté des lettres et des langues, la Faculté de droit, ainsi que la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. L'Université comprend également deux Instituts: l'Institut des activités physiques et sportives et l'Institut des sciences de la nature et de la vie.

KHENCHELA. DAÏRA DE BOUHMAMA

Les communes bientôt alimentées en eau potable à partir du barrage de Tagharist

Les habitants des 4 communes de la daïra de Bouhmama, dans la wilaya de Khenchela, seront "bientôt" alimentées en eau potable à partir du barrage de Tagharist, situé dans la commune de Yabous, a indiqué, lundi, le directeur de l'hydraulique, Rachid Benachour. Le même responsable a précisé, dans une déclaration, à l'APS que le projet d'alimentation en eau potable des 4 communes en question, en l'occurrence Bouhmama, Yabous, Chelia et M'sara, à partir de ce barrage "est en phase d'essais techniques et de levée de certaines réserves en vue de sa mise en service avant la fin de l'année en cours". M. Benachour, ajoutant qu'une enveloppe financière de 3,3 milliards de dinars a été allouée à la réalisation de ce projet, a souligné que les travaux ont consisté à construire 4 stations de pompage, 7 réservoirs et la pose de 98.000 mètres linéaires de conduites. Le directeur de l'hydraulique a affirmé que ce projet permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable des communes citées, approvisionnées aujourd'hui par des puits artésiens.

JIJEL. ZONE INDUSTRIELLE DE BELLARA

Onze parcelles foncières prêtes à accueillir des projets d'investissement

Les services de la wilaya de Jijel ont fait part, lundi, de la disponibilité de 11 parcelles foncières dans la zone industrielle de Bellara, dans la commune d'El Milia, prêtes à accueillir des projets d'investissement. La même source a précisé que les investisseurs souhaitant bénéficier des lots disponibles dans cette zone industrielle sont invités à s'inscrire sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) via son guichet unique décentralisé. Les investisseurs intéressés doivent également "préciser le type d'investissement et la parcelle requise", a-t-on ajouté de même source, soulignant que la superficie des lots disponibles varie entre 4.800 et 20.000 m2, avant de faire savoir que les projets doivent concerner certaines activités telles que la production de marbre industriel, la fabrication de matériaux de construction en plastique, la production d'emballages, la fabrication d'équipements de pêche et d'aquaculture, la fabrication d'équipements de ventilation et de froid industriel et la production d'équipements et de dispositifs liés à l'énergie solaire et aux différentes sources d'énergie, en plus de la fabrication de matériaux abrasifs. Les services de la wilaya ont indiqué que ces parcelles foncières resteront disponibles jusqu'au 14 octobre prochain.

QUALIFICATIONS CAN 2027/BURUNDI 2 - ALGÉRIE 2

Les Verts reviennent de loin

Menée de deux buts après seulement douze minutes de jeu, la sélection algérienne de football a fait preuve d'une belle force de caractère pour arracher un précieux match nul (2-2) face au Burundi, hier à Bujumbura. Grâce à ce résultat décroché lors de la deuxième journée des éliminatoires, les Verts s'emparent provisoirement de la tête de leur groupe.

Le début de rencontre sur la pelouse synthétique du stade Intwari a pris des allures de cauchemar pour les hommes de Brahim Hemdani. Rapidement mis en difficulté, les Algériens ont concédé l'ouverture du score dès la 5e minute sur un but contre son camp de Farès Chaïbi. Les "Hirondelles" burundaises ont ensuite profité d'une mauvaise relance du capitaine Ramy Bensebaini pour faire le break à la 12e minute. Il aura fallu attendre la demi-heure de jeu pour voir l'Algérie réagir. Très en vue durant le premier acte, Mohamed Bachir Belloumi a réduit la marque à la 30e minute sur la première véritable occasion franche de son équipe, relançant ainsi l'espoir. La fin de cette première période a toutefois été assombrie par la sortie sur blessure du milieu de terrain marseillais Himad Abdelli, contraint de céder sa place à Adam Zorgane dans le temps additionnel. Au retour des vestiaires, l'équipe nationale a affiché un visage beaucoup plus conquérant. Le sélectionneur national, qui avait opéré quatre changements dans son onze de départ par rapport à la victoire face à la Zambie (avec les titularisations d'Abada, Abdelli, Chiakha et Boulbina), a vu son équipe hausser le ton face à des Burundais soucieux de préserver leur avance. La délivrance est finalement intervenue à la 63e minute sur un coup de génie de Boulbina : un coup franc magistralement tiré qui a fini sa course en pleine lucarne. Souhai-



tant arracher la victoire, Brahim Hemdani a immédiatement lancé Mohamed Amine Amoura et Monsef Bakrar. Malgré une pression constante et de multiples offensives dans le dernier quart d'heure, le score en est resté là. À l'issue de cette confrontation, l'Algérie totalise quatre points et prend la première place provisoire du groupe I. Les Verts clôtureront leur rassemblement actuel par une rencontre amicale face au Niger, programmée mardi prochain à 20h30 au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou. La campagne qualificative reprendra ensuite en novembre pour les troisième et quatrième journées, avec une double confrontation très attendue face au Togo. Il convient de rappeler

que les deux premiers de chaque groupe valideront leur ticket pour la phase finale de la CAN-2027, organisée conjointement par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

R. S.

Bachir Belloumi ouvre son compteur-buts

Mohamed Bachir Belloumi a officiellement ouvert son compteur de buts sous le maillot de l'équipe nationale algérienne lors de sa deuxième apparition internationale. Ce moment marquant est survenu ce mardi, lors du match qui a opposé les Fennecs à la sélection du Burundi à Bujumbura, qui s'est soldé par un score de parité (2-2). L'ailier de Hull City a joué un rôle crucial en sauvant l'Algérie d'une défaite. Il a inscrit le premier but de l'équipe nationale au cours de la première mi-temps, exploitant avec brio un ballon à l'intérieur de la surface de réparation qu'il a logé au fond des filets d'une belle frappe du pied gauche. Titularisé pour la deuxième fois consécutive après un premier match face à la Zambie où il n'avait pas eu la chance de marquer, Belloumi a su justifier la confiance placée en lui par le sélectionneur national, Ibrahim Hemdani. Le jeune attaquant récolte ainsi les fruits de son excellent début de saison en Angleterre, ce qui a finalement convaincu le staff technique de lui accorder la chance tant attendue. Lors des précédents rassemblements sous l'ère Vladimir Petkovic, il avait été convoqué sans pour autant avoir l'opportunité de fouler la pelouse. À l'âge de 24 ans, et plus de 37 ans après la retraite de son père, le légendaire Lakhdar Belloumi, le jeune prodige écrit, à son tour, l'histoire avec la sélection algérienne. Ce premier but international symbolise le début d'une nouvelle ère pour lui, nourrie par l'ambition de marcher sur les traces de son père, une véritable icône du football algérien.

R. S.

Brahim Hemdani salue la résilience de ses joueurs

Menée de deux buts en début de rencontre à Bujumbura, l'équipe nationale a su puiser dans ses ressources pour arracher un précieux point du match nul face au Burundi, dans le cadre de la deuxième journée des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations 2027. Lors de la conférence de presse d'après-match, le sélectionneur national, Brahim Hemdani, a tenu à souligner l'excellente réaction de ses joueurs malgré une entame très difficile. La rencontre avait en effet très mal débuté pour les Fennecs, qui se sont fait surprendre à deux reprises dès l'entame du match. Ibrahim Hemdani a d'ailleurs admis, en toute lucidité, que son effectif a peiné à rentrer dans la partie, concédant des erreurs qui auraient pu coûter cher. « Nous avons encaissé deux buts qui ont



pesé lourd sur notre moral, et qui auraient pu être évités », a regretté le technicien. Cependant, loin de s'effondrer, l'équipe a su relever la tête pour limiter les dégâts en déplacement et revenir au score. Cette force de caractère a été particulièrement saluée par le sélectionneur, qui a préféré retenir la combativité de ses hommes face à un adversaire particulièrement motivé. « Le plus important est que nous soyons revenus de loin, face à une équipe du Burundi qui a joué toutes ses cartes », a-t-il

affirmé pour valoriser l'effort collectif qui a permis d'arracher l'égalisation. Au final, si la prestation globale de l'équipe laisse entrevoir des axes d'amélioration, le résultat comptable est jugé acceptable par le staff technique compte tenu du scénario de la rencontre. Conscient des difficultés rencontrées sur le terrain burundais, Hemdani s'est montré très pragmatique quant à l'issue de ce duel : « La seule chose positive est ce point du nul... Il reste satisfaisant au vu du déroulement du match. »

EQUIPE NATIONALE

Le poste d'arrière droit, un chantier encore ouvert

Le poste d'arrière droit continue de susciter de nombreuses interrogations, après Les différents essais effectués par le staff technique. Plusieurs joueurs ont été testés à ce poste, à l'image de Mohamed Farès, Dorval, Guitoune, Rafik Belghali et, plus récemment, Redouani Saâdi, sans qu'aucun d'entre eux ne parvienne réellement, jusqu'à présent, à s'imposer de manière claire et durable.

Parmi les options actuelles, Rafik Belghali semble pourtant disposer d'atouts intéressants, notamment sur le plan offensif. Sa capacité à se projeter vers l'avant, à apporter le sur-nombre et à créer le danger en fait un joueur capable de contribuer dans l'animation offensive. Toutefois, son rendement défensif reste en deçà des attentes, notamment dans les duels et dans les phases où la priorité est donnée à la solidité et au placement.

Ce profil davantage porté vers l'attaque peut donner l'impression d'un joueur de couloir offensif plutôt que d'un arrière droit répondant pleinement aux exigences défensives du poste. Dans une équipe appelée à disputer des rencontres à forte intensité, cette question devient particulièrement importante, compte tenu de la nécessité de disposer d'un joueur

capable d'assurer aussi bien la couverture de son couloir que la transition vers l'attaque.

Dans ce contexte, le néo-coach national, Brahim Hemdani, devra certainement réexaminer ses choix à ce niveau et réfléchir à une solution plus stable. La priorité pourrait être accordée à un arrière droit présentant, avant tout, les qualités physiques, défensives et tactiques nécessaires pour évoluer à ce poste, plutôt que de multiplier les expérimentations ou de continuer à utiliser des joueurs dans des rôles qui ne correspondent pas à leur position naturelle.

Les solutions de circonstance, comme celles ayant conduit à aligner Abada ou Chergui dans des positions qui ne sont pas les leurs, peuvent répondre ponctuellement à certaines contraintes, mais elles ne semblent pas constituer une réponse durable à un problème qui



Samir Chergui

PHOTO: AGF

persiste. La prochaine étape exigera ainsi davantage de clarté et de stabilité dans les choix. Avec l'approche des échéances africaines, la solidité défensive prendra une importance accrue. Le niveau d'engagement, l'intensité des duels, les transitions rapides et le rythme physique élevé de ces rencontres nécessitent une organisation défensive cohérente et des joueurs

parfaitement adaptés à leurs rôles.

Le poste d'arrière droit apparaît donc comme l'un des principaux dossiers à régler dans les prochaines semaines, avec l'objectif de trouver un profil capable d'apporter davantage de garanties défensives tout en conservant une réelle capacité à accompagner les offensives.

Hakim S.

LIGA 2

Luca Zidane commet une erreur coûteuse pour Leganés

Le gardien de but Luca Zidane a connu une soirée difficile avec son club de Leganés en deuxième division espagnole. Alors qu'il est éloigné de la sélection nationale, une relance manquée de sa part a directement conduit à l'ouverture du score adverse, précipitant la défaite des siens et freinant leurs ambitions au classement.

Lors de la septième journée du championnat, le portier de 28 ans s'est illustré bien malgré lui lors du match opposant son équipe à Castellón. À la 24e minute de jeu, une tentative de passe vers l'un de ses coéquipiers a été mal ajustée. L'attaquant adverse n'en demandait pas tant et a immédiatement profité de cette bévée pour intercepter le ballon et inscrire le premier but de la rencontre. Ce fait de jeu s'est avéré fatal pour Leganés, qui a finalement concédé une défaite sur le score de deux buts à zéro, ratant ainsi une belle opportunité de se rapprocher du peloton de tête.

La presse espagnole n'a pas manqué de réagir à cet incident. Des médias tels que Mundo Deportivo ont largement commenté cette erreur, soulignant le lourd tribut payé par le club suite à cette mauvaise appréciation. Une séquence d'autant plus frustrante pour le joueur qui, après avoir débuté la saison sur le banc des remplaçants, avait réussi à forcer le destin pour s'imposer en tant que titulaire dans les cages de sa nouvelle équipe. Cette contre-performance intervient pendant la trêve internationale, une période où le joueur évolue exclusivement avec son club. Selon l'article, Luca Zidane n'a pas été convoqué avec l'équipe nationale algérienne (les « Verts ») pour la fenêtre actuelle comprenant trois matchs, en raison d'une suspension prononcée à son encontre par la Confédération Africaine de Football (CAF).

Pur produit du centre de formation du Real Madrid, le gardien poursuit ainsi sa route dans la deuxième division ibérique pour une nouvelle saison. Après avoir porté les couleurs du Racing Santander, du Rayo Vallecano, d'Eibar et de Grenade, il espère désormais que cet accroc ne remettra pas en cause la confiance du staff technique et son statut au sein de l'effectif de Leganés lors des prochaines journées.

RAFIK BELGHALI :

« J'ai refusé une offre du Qatar pour rester en Europe »

L'international algérien et actuel défenseur du Torino FC, Rafik Belghali, s'est confié sur les moments décisifs de son parcours professionnel. Privilégiant l'ambition sportive, le joueur a révélé avoir décliné une offre émanant du Qatar afin de poursuivre son évolution sur le Vieux Continent et réaliser son rêve de porter les couleurs de l'équipe nationale algérienne. Lors d'un récent entretien accordé au site italien Toro.it, proche de son club actuel, Rafik Belghali est revenu sur un tournant majeur de sa jeune carrière. Alors qu'il évoluait en Belgique sous les couleurs du FC Malines et qu'il traversait une période difficile due à une blessure, le joueur a eu l'opportunité de s'envoler pour le Golfe. Un choix de carrière qu'il a préféré écarter. « Quand j'étais blessé à Malines, j'ai reçu une offre pour aller au Qatar, mais ce n'était pas mon rêve, et je voulais jouer pour l'Algérie. À cette époque, je n'avais pas encore joué avec l'équipe nationale. C'est pourquoi j'ai voulu rester en Europe afin de me bâtir une bonne carrière et de progresser davantage », a expliqué le défenseur algérien. Ce choix a fini par porter ses fruits, puisque Belghali a non seulement intégré les rangs des Verts, mais a également participé à la Coupe du Monde. Ce tournoi a d'ailleurs été marqué par son premier but sous le maillot algérien lors d'une confrontation face à l'Australie. Évoquant cet accomplissement, il a déclaré : « C'était comme un rêve depuis que je suis tout petit. Jouer la Coupe du Monde est une chose que je n'oublierai jamais de toute ma vie, et je pense que c'est le meilleur moment de ma carrière de footballeur ».

H. S.

CAN 2027

La CAF envisage des solutions de remplacement

Confrontée à la lenteur préoccupante des travaux d'infrastructures au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, la Confédération africaine de football (CAF) explore activement des solutions de repli. Si le retrait de l'organisation n'est pas encore officiel, l'instance dirigeante sonde d'ores et déjà plusieurs nations capables d'accueillir le tournoi au pied levé.

La préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, initialement confiée à un trio inédit composé du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, traverse une zone de fortes turbulences. Selon les informations révélées par le quotidien Le Monde, la Confédération africaine de football s'inquiète sérieusement des retards accumulés dans la construction et la rénovation des enceintes sportives, ainsi que dans le développement des réseaux de transport et des infrastructures d'accueil. Lors des dernières évaluations, seule la Tanzanie semblait maintenir une cadence rassurante, notamment grâce à la rénovation avancée du stade Benjamin Mkapa, mais les défis liés à la coordination logistique glo-



bale entre les trois pays d'Afrique de l'Est demeurent colossaux.

Face à cette urgence calendaire et pour pallier un éventuel échec organisationnel, l'instance suprême du football africain a commencé à structurer un plan B. L'objectif est d'identifier rapidement des pays hôtes capables de reprendre le flambeau sans nécessiter l'ouverture de nouveaux chantiers de grande ampleur. Toujours selon Le Monde, des réflexions sont en cours pour évaluer la fai-

sabilité d'une délocalisation vers des nations disposant d'un nombre suffisant de stades homologués et d'une expertise reconnue dans l'accueil de grands événements. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Côte d'Ivoire émergent naturellement comme les recours les plus viables pour jouer ce rôle de sauvetage.

Pour l'heure, le projet tripartite reste officiellement maintenu et la CAF se garde de toute annonce de retrait précipitée.

Cependant, la pression s'intensifie considérablement sur les comités d'organisation locaux. Les prochaines inspections de la CAF sur le terrain, prévues dans les mois à venir, feront office de juge de paix. Si le Kenya et l'Ouganda ne parviennent pas à accélérer drastiquement la cadence de leurs travaux pour présenter des garanties solides, la Confédération n'hésitera pas à réattribuer le tournoi afin de préserver le prestige et le bon déroulement de sa compétition phare.

LES AIGLES DE CARTHAGE DANS LA TOURMENTE

Un début de qualifications inquiétant pour la Tunisie

Le cauchemar se poursuit pour l'équipe nationale de Tunisie, qui peine à retrouver son rythme de croisière dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027. Accrochée une nouvelle fois à domicile,

la sélection suscite de vives inquiétudes chez ses supporters face à des performances décevantes.

L'équipe nationale tunisienne continue de patiner lors de cette entame des qualifications pour la CAN 2027, concédant un deuxième match nul consécutif sur ses propres terres. Après avoir été tenus en échec par l'Ouganda (1-1) lors de la journée d'ouverture, les Aigles de Carthage n'ont pas réussi à s'imposer face au Botswana lundi soir au stade de Radès, clôturant la rencontre sur un score de parité (2-2). Ce résultat frustrant prolonge la mauvaise dynamique des Tunisiens, incapables de concrétiser leurs opportunités et affichant une baisse de régime évidente qui alarme le public depuis leur participation mitigée

à la dernière Coupe du Monde.

Cette situation délicate complique la tâche des hommes de Moine Châabani dans un groupe où l'erreur n'est plus permise face à l'Ouganda, au Botswana et à la Libye. L'Ouganda étant qualifié d'office en tant que pays co-organisateur du tournoi, la bataille se limite désormais à une seule place qualificative pour les trois autres nations. Le double affrontement maghrébin prévu en novembre face à la Libye s'avère d'ores et déjà décisif pour relancer la campagne tunisienne et préserver un impressionnant record : la Tunisie n'a en effet manqué aucune phase finale de la compétition continentale depuis 1994, enchaînant pas moins de dix-sept qualifications consécutives.

FORMATION CAF A

Lancement du quatrième module à Tlemcen

La Direction technique nationale (DTN), à travers son département de formation, a lancé lundi au Centre technique régional de Tlemcen le quatrième module de la formation CAF A, destiné aux candidats des groupes 1 et 3, au titre de la saison 2026-2027, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Cette session, encadrée par des formateurs fédéraux et des instructeurs agréés par

la Confédération africaine de football (CAF), se déroule avec un encadrement spécifique pour chacun des deux groupes, ajoute l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Le quatrième module comporte des volets théorique et pratique, consacrés notamment aux transitions, aux jeux d'entraînement, aux remises en jeu et aux coups de pied arrêtés (CPA), ainsi qu'au mental intégré, à la

cohésion et à la dynamique du groupe, précise la même source. Un test d'évaluation figure également au programme de cette session, dont les travaux se poursuivront jusqu'au 1er octobre prochain. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de la DTN visant à renforcer la qualification et le développement des compétences des entraîneurs algériens, conformément aux exigences de la CAF, conclut la FAF.

H. S.

SON ASCENSION N'A PAS LAISSÉ INDIFFÉRENT LE CHAMPION D'ANGLETERRE

Arsenal passe à l'offensive pour Maza

En pleine ascension, Maza attire désormais les regards des plus grands clubs européens. A seulement 20 ans, le jeune meneur de jeu continue de franchir les étapes à grande vitesse, aussi bien en club qu'en sélection nationale. Ses prestations et son profil

séduisant n'ont pas échappé aux clubs de Premier League, où son nom commence à circuler avec insistance. Parmi les prétendants, Arsenal semble particulièrement intéressé et pourrait passer à l'action dès cet hiver, selon des informations rapportées dans le podcast TeamTalk. Les

Gunners auraient ainsi l'intention de tenter une approche concrète afin de s'attacher les services du jeune joueur.

Un intérêt qui n'a rien d'étonnant au regard de l'évolution de Maza ces derniers mois. Sa progression constante, sa personnalité dans le jeu et sa capacité à peser dans les phases offensives en font un profil particulièrement recherché sur le marché. Pour Arsenal, l'opportunité pourrait également correspondre à un besoin sportif. Mikel Arteta apprécie les joueurs capables de faire avancer rapidement le jeu et de créer des différences entre les lignes. Dans ce registre, Maza possède des qualités intéressantes. Sa verticalité constitue notamment l'un de ses principaux atouts. Le jeune milieu offensif est capable de se projeter rapidement, de casser des lignes par ses déplacements ou ses passes et de contribuer au déclenchement de transitions offensives.

Ces caractéristiques pourraient lui permettre de s'adapter aux exigences de la Premier League, un championnat où l'intensité et la vitesse d'exécution occupent une place centrale. Une arrivée à Arsenal représenterait donc une nouvelle étape importante dans la carrière du joueur, encore très jeune mais déjà convoité au plus haut niveau. Reste toutefois une difficulté majeure : convaincre son club allemand de le laisser partir. Même si la puissance financière des formations anglaises leur donne une marge de manœuvre importante, un transfert ne se négocie jamais aussi facilement lorsqu'un joueur est considéré comme un élément à fort potentiel. Arsenal devra donc se montrer convaincant, aussi bien sur le plan financier que sportif. Pour Maza, une telle destination pourrait ouvrir un nouveau chapitre, avec la perspective de poursuivre sa progression sous les ordres d'Arteta et de découvrir l'un des championnats les plus exigeants au monde.

H. S.

BLESSÉ FACE À LA ZAMBIE

Gouri pourrait revenir dès le 11 octobre

Le retour d'Amine Gouri sous les couleurs de l'Olympique de Marseille semble désormais se rapprocher. L'international algérien, victime d'une blessure musculaire, vendredi passé lors du match Algérie-Zambie (3-1), pourrait en effet retrouver les terrains dans un délai relativement court, selon les dernières informations rapportées par la presse française. D'après le quotidien La Provence, la blessure contractée par Gouri au niveau de la cuisse gauche ne devrait pas entrainer une longue période d'indisponibilité. La durée de son absence serait estimée à environ une semaine, une nouvelle plutôt rassurante pour le joueur comme pour son club. Cette évolution laisse espérer une reprise rapide de la compétition. L'attaquant marseillais pourrait ainsi être dis-

ponible pour la reprise du championnat de France et notamment pour la rencontre face à Troyes, programmée le 11 octobre prochain dans le cadre de la sixième journée de Ligue 1. Sa présence dépendra toutefois de l'évolution de son état physique au cours des prochains jours et de la décision du staff médical. Gouri avait dû quitter le rassemblement de l'équipe nationale algérienne après avoir ressenti une douleur lors de la rencontre face à la Zambie, disputée dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2027. Cette blessure l'a contraint à déclarer forfait pour le match contre le Burundi, ainsi que pour la rencontre amicale prévue face au Niger le 6 octobre. Cette absence intervient alors que l'attaquant de l'OM réalise un début de saison particuliè-

LIGUE DES NATIONS L'Italie humilie la Turquie chez elle

L'Italie a balayé la Turquie 4-1 lundi à Bursa, au sud d'Istanbul, avec trois buts en un quart d'heure en première période, une victoire enfin empreinte d'un certain panache pour la Squadra Azzura.

La Turquie retrouvait son public enflammé sous une pluie battante, après une défaite jugée frustrante vendredi face à la France de Zinédine Zidane (0-1). Mais jamais les hommes de Vincenzo Montella, entraîneur italien de la sélection turque depuis 2023, n'auront fait illusion. Dès la 12e minute, Bastoni a profité d'une énorme toile de Celik pour battre le gardien turc à bout portant. Dix minutes plus tard, Frattesi a aggravé le score (2-0), cette fois sur une coupable apathie collective. Puis Kayode, à la 27e, a donné à la rencontre un petit air d'humiliation. La Squadra jouait juste, à une touche de balle, face à un milieu turc dépassé et une défense centrale à l'agonie. A aucun moment, la Turquie n'est par-



Ph: DR

venue à mettre en orbite ses attaquants, dont le prodige du Real Arda Güler, jamais sollicité ou presque dans les 45 premières minutes.

Les mots du coach auraient-ils porté leurs fruits ? Dès la 47e minute, Yilmaz a réduit l'écart au point de pénalty, donnant les illusions d'un match possiblement différent. Mais trois minutes plus tard, la défense turque s'est une fois encore trouée dans une relance sans danger pour une offrande conclue par Esposito (4-1). Sur le papier, le match avait pourtant les arguments pour être indécis, entre deux équipes qui avaient perdu leur premier match de Ligue des nations et tentaient de dépasser un traumatisme récent.

La Turquie a traversé la Coupe du monde aux Etats-Unis comme une ombre, avec une seule victoire en trois matches,

et une dernière place de son groupe. Quant à l'Italie, humiliation suprême, elle n'y était même pas invitée. "C'est sûrement quelque chose qui pèse un peu, nous devons laisser ça derrière nous", avait admis à cet égard le nouveau sélectionneur de l'Italie Roberto Mancini, après la défaite contre la Belgique (2-0) vendredi à Rome. En procédant à huit changements dans son onze de départ, l'entraîneur italien a gagné son pari. Le liant entre les lignes, la capacité de ses joueurs à se trouver et une efficacité plutôt nouvelle, donneront à son groupe un peu d'élan avant de défier la France le 2 octobre. La Turquie, qui n'a jamais vaincu l'Italie, ira pour sa part jouer en Belgique. Le moral dans les chaussettes.

BRÉSIL

Le plan de Carlo Ancelotti pour soigner le mal qui ronge la Seleção

Alors que le Brésil entame un nouveau cycle sous la direction de Carlo Ancelotti, le sélectionneur pointe du doigt un problème majeur freinant la Seleção : le manque de temps de jeu de ses jeunes prodiges partis trop tôt en Europe. Pour relancer la progression de talents comme Endrick ou Estêvão, le technicien italien se dit prêt à briser les codes historiques de l'équipe nationale.

Depuis l'élimination de la Seleção en huitièmes de finale de la Coupe du monde 2026, le football brésilien est en quête de renouveau.

Prolongé à la tête de l'équipe jusqu'au Mondial 2030, Carlo Ancelotti a rapidement identifié ses axes de travail prioritaires. Si le vivier auriver de s'appuie toujours sur des cadres confirmés, l'émergence d'une nouvelle génération est jugée vitale.

Le sélectionneur a d'ailleurs commencé à renouveler son effectif en collaborant avec les équipes de jeunes pour repérer les espoirs locaux, tout en saluant les initiatives de la fédération brésilienne visant à donner plus de place aux talents nationaux dans le championnat brésilien.

Cependant, le chantier le plus complexe d'Ancelotti concerne les étoiles qui s'expatrient prématurément. Le cas d'Endrick au Real Madrid, ou celui d'Estêvão du côté de Chelsea, illustrent parfaitement ce phénomène. Arrivés très jeunes dans des effectifs

pléthoriques, ces espoirs peinent à grappiller des minutes de jeu avec leurs clubs respectifs. À un âge où la régularité sur le terrain est absolument indispensable pour franchir un cap, cette situation alarme l'entraîneur italien. Ce dernier estime sans détour que cette absence de compétition freine drastiquement leur évolution et s'apparente à un véritable mal rongeant l'avenir de la sélection.

Face à cette impasse, Carlo Ancelotti a décidé de prendre le contre-pied des traditions. Historiquement, la sélection brésilienne exigeait de ses appelés un temps de jeu

conséquent et des performances de haut vol en club compte tenu de l'immense concurrence.

Aujourd'hui, l'Italien assume de convoquer ces jeunes pépites, même lorsqu'elles sont clouées sur le banc de touche en Europe. Son objectif est assumé : pallier les exigences des grands clubs européens en offrant à ces talents l'opportunité de s'exprimer, de gagner en confiance et de progresser sous le maillot national.

Cette nouvelle politique s'est déjà matérialisée sur le terrain de manière concrète. Lors de récentes rencontres

amicales, notamment face à l'Australie, Ancelotti a fait le choix fort de titulariser Endrick et Estêvão. Même si le résultat n'a pas été pleinement convaincant avec un match nul, le message envoyé reste limpide. Le technicien demande de la patience aux supporters et affirme que la priorité absolue du moment est de redonner du temps de jeu à ces jeunes en manque de repères. En transformant la Seleção en un espace de développement pour ses propres joueurs, Carlo Ancelotti espère bien remettre le Brésil sur le chemin de la gloire mondiale.

PREMIER LEAGUE

Les rivaux de Manchester City réclament une facture de près de 700 millions d'euros

Le verdict concernant les infractions financières de Manchester City pourrait bien n'être que le début d'un long cauchemar pour les Skyblues. Alors que le club a été reconnu coupable de la grande majorité des manquements examinés, plusieurs écuries du championnat anglais préparent une riposte judiciaire pour exiger des indemnités records face aux préjudices sportifs et économiques subis au fil des années.

Le feuilleton Manchester City est loin d'avoir livré son épilogue. Empêtré dans une affaire tentaculaire impliquant 115 accusations d'infractions financières, le club mancunien aurait été jugé coupable de 114 d'entre elles à l'issue de la procédure. Cette conclusion ouvre désormais un tout nouveau front, particulièrement menaçant : celui des compensations financières. Selon la presse britannique, des clubs historiques tels que Totten-

ham, Manchester United, Liverpool, Arsenal ou encore Chelsea et Everton avaient pris soin de préserver leurs droits juridiques afin de réclamer réparation. Ces équipes estiment avoir été directement privées de revenus colossaux liés à des qualifications européennes, des positions au classement et des titres en raison de la domination de City. Bien que le club mancunien ait d'ores et déjà annoncé son intention de faire appel, la machine judiciaire de ses concurrents semble bel et bien lancée. Parmi les plaignants potentiels, Tottenham apparaît comme l'un des plus grands perdants de cette période. Les Spurs estiment que plusieurs qualifications manquées pour la lucrative Ligue des Champions pourraient leur avoir coûté au bas mot 116 millions d'euros. De son côté, Liverpool a également accumulé une immense frustration. Les Reds gardent en mémoire la cruelle saison

2013-2014 où le titre de champion d'Angleterre leur a échappé de peu face à City, un manque à gagner sec estimé à 40 millions d'euros. D'autres déceptions sportives, comme une qualification en Ligue Europa manquée en 2016 ou une sixième place frustrante en 2010-2011, viennent s'ajouter au lourd passif. Manchester United et Arsenal pourraient tout autant invoquer des trophées envolés et des places continentales perdues au profit de leur rival.

Cette fronde collective donne une nouvelle dimension, bien plus vertigineuse, aux sanctions encourues par la formation de Pep Guardiola. Bien que chaque club doive prouver distinctement la nature exacte et le montant du préjudice subi devant les instances compétentes, les premières estimations globales donnent déjà le tournis.

ALLEMAGNE

Klopp, pire départ de l'histoire

Débuts difficiles pour Jürgen Klopp dans son nouveau rôle de sélectionneur de l'Allemagne. Pour ses premiers matches, l'ancien coach de Liverpool a vu ses joueurs partager les points avec les Pays-Bas (1-1) avant de s'incliner contre la Grèce (0-1) dimanche. Il s'agit tout simplement du pire départ de l'histoire pour un coach de la Mannschaft. Interrogé sur ce triste record, Klopp a habilement répondu : "Je préfère un mauvais départ qu'une mauvaise fin". Le précédent entraîneur à avoir échoué à remporter l'une de ses deux premières rencontres en tant que sélectionneur de l'Allemagne s'appelle Helmut Schön, en 1964. Motif d'espoir, ce dernier avait ensuite réussi à gagner la Coupe du monde 1970 et l'Euro 1972.

BALLON D'OR 2026

Lamine Yamal devient le grand favori devant Harry Kane

Le suspense touche à sa fin pour l'édition 2026 du Ballon d'Or, alors que les votes sont désormais officiellement clos. Si la course a été particulièrement ouverte cette saison, avec des prétendants affirmés tels qu'Harry Kane ou Khvicha Kvaratskhelia, un favori incontestable semble s'être dégagé dans les toutes dernières heures du scrutin : Lamine Yamal. Auteur d'une excellente saison avec le FC Barcelone et auréolé d'un sacre en Coupe du Monde avec l'Espagne, le prodige de 19 ans a vu sa cote grimper en flèche. Alors qu'Harry Kane semblait en bonne voie pour décrocher la prestigieuse récompense individuelle avec encore 56 % de chances de l'emporter le week-end dernier, un incroyable revirement de situation a rebattu les cartes. Selon la presse espagnole et les derniers pronostics des bookmakers, Lamine Yamal a pris la tête avec 45 % de probabilités d'être sacré, reléguant le buteur du Bayern Munich à la deuxième place (42 %). Ce basculement de dernière minute s'expliquerait principalement par le dénouement de la récente confrontation entre l'Espagne et l'Angleterre, remportée 3-2 par la Roja. Au cours de ce match, le jeune talent catalan s'est illustré en ouvrant le score, tandis qu'Harry Kane a manqué un penalty crucial qui aurait permis à sa sélection de virer en tête. Bien que la balance penche désormais du côté de l'international espagnol, soutenu par de nombreux observateurs pour sa capacité à être décisif lors des grands rendez-vous, le mystère restera entier jusqu'au verdict final.

MISSILES PATRIOT

L'UE échoue à s'entendre sur l'envoi de ses stocks à l'Ukraine

Les ministres européens de la Défense n'ont pas réussi à s'entendre sur l'envoi à Kiev de missiles Patriot prélevés dans leurs stocks. La cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a déploré les délais de production américains et a de nouveau accusé Moscou de refuser la paix, tout en appelant à examiner de nouvelles sanctions.

Les ministres de la Défense des États membres de l'Union européenne (UE) n'ont pas réussi à s'entendre sur la fourniture à l'Ukraine de missiles intercepteurs Patriot provenant des stocks de certains pays européens, a déclaré la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, lors d'une conférence de presse à l'issue de leur réunion, le 28 septembre. Selon elle, l'Union a déjà approuvé des plans d'achat d'un montant de 28,3 milliards d'euros dans le cadre d'un prêt destiné à soutenir l'Ukraine, qui comprend l'acquisition de missiles pour les systèmes Patriot issus de futurs lots fabriqués aux États-Unis. Cependant, la production de ces missiles « prend du temps », a-t-elle déploré. Dans ce contexte, les pays de l'UE et leurs partenaires ont discuté d'une option consistant à transférer à l'Ukraine des missiles provenant de leurs propres stocks, puis à réapprovisionner ces stocks grâce aux fonds du prêt. Les négociations sur ce sujet n'ont toutefois pas abouti. Les pays de l'UE se sont mis d'accord sur la répartition de 6,6 milliards d'euros provenant de la Facilité européenne pour la paix. Kaja Kallas a indiqué que la prochaine étape consisterait à discuter de l'alimentation de cet instrument en nouvelles ressources, à l'issue de son cycle actuel. L'Union a également prolongé jusqu'en 2028 le mandat de sa mission de formation militaire en Ukraine et poursuivra ses travaux en vue de la création d'un groupe de coordination à Kiev, qui se concentrera sur l'analyse des enseignements tirés des opérations militaires ainsi que sur le renforcement de l'instruction des soldats.

L'ARMÉE UKRAINIENNE NE PEUT PAS INTERCEPTER LES FRAPPES DE RIPOSTE RUSSES

Dans son discours, Kallas n'a pas manqué d'accuser une nouvelle fois la Russie d'« actes répétés de sabotage », d'« incendies criminels » et de « violations de l'espace



aérien », sans pour autant préciser d'épisodes concrets ni avancer le moindre fait. Elle a également évoqué la nécessité d'« examiner ce que nous pouvons faire de plus » en matière de sanctions anti-russes. La cheffe de la diplomatie européenne a par ailleurs jugé que Moscou n'était pas intéressé par un règlement pacifique du conflit. Selon elle, « de nombreux pays hors d'Europe affirment qu'il faut discuter avec les Russes et que cela aboutira à des résultats », mais « ces échanges montrent bien que la Russie ne s'intéresse pas du tout à la paix ». À cet égard, on peut rappeler les récentes négociations entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue allemand, Johann Wadepuhl, qui se sont déroulées en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Selon le chef de la diplomatie russe, son vis-à-vis allemand « a sorti des notes et a lu un texte qui reprenait intégralement ce que l'Allemagne, par la voix de ses dirigeants, déclare officiellement et publiquement chaque jour ». La partie allemande n'a rien apporté de nouveau, tout en se comportant comme si elle avait « consenti à entrer en contact » avec Moscou et que, désormais, en échange de « ce geste de bonne volonté », la partie russe devait faire des « concessions sur le front ukrainien ». Depuis le printemps, l'Ukraine ne cesse de déplorer la pénurie de

missiles pour les systèmes Patriot. Fin juillet, après des frappes nocturnes contre des installations des forces armées ukrainiennes, Kiev a déclaré que les missiles de défense aérienne fournis par ses alliés faisaient cruellement défaut. Pourtant, les soutiens de l'Ukraine ne sont pas pressés de l'aider, invoquant la nécessité de veiller à leur propre sécurité et trouvant d'autres prétextes. La pénurie est telle que Kiev a même cessé de mentionner dans ses communiqués le nombre de missiles interceptés, car il n'est plus en mesure d'en abattre. Dans le même temps, l'armée russe continue de frapper les infrastructures utilisées par les troupes ukrainiennes, en réponse aux attaques menées par Kiev sur le territoire russe. Le 27 septembre, le ministère russe de la Défense a annoncé avoir réussi à détruire le centre de traitement des données de l'opérateur Vodafone, l'une des plus grandes entreprises fournissant des services de téléphonie mobile et d'Internet haut débit à l'armée ukrainienne, notamment pour la transmission de données de renseignement. Le centre de données Kosmonova, situé à Kiev, qui assurait le fonctionnement de l'Internet mobile et le soutien des systèmes de communication par satellite Starlink utilisés par les forces ukrainiennes, a également été touché, selon la même source.

R. I.

SELON LES MÉDIAS AMÉRICAINS

Les données de plus de 3 millions d'employés du Pentagone dérobées

Des cybercriminels auraient infiltré le système de ressources humaines du ministère américain de la Défense, selon ABC News. La fuite, qui se serait étendue d'octobre 2025 à juillet 2026, concernerait les numéros de sécurité sociale et les fonctions occupées par plus de 3 millions d'agents, un volume jugé préoccupant pour la sûreté nationale. Des hackers non identifiés auraient piraté la base de données du Pentagone contenant les informations relatives au personnel, a rapporté ABC News le 29 septembre, citant des sources. Selon la chaîne américaine, les pirates auraient eu accès à des informations confidentielles concernant plus

de 3 millions d'employés du ministère de la Défense. Un représentant du Pentagone a déclaré à ABC News que cet accès non autorisé se serait produit entre octobre 2025 et juillet 2026, affectant le système d'information du Centre de gestion des ressources humaines du ministère. Il a assuré que la faille aurait été immédiatement corrigée après sa découverte. L'interlocuteur d'ABC News a précisé que la fuite concernait 2,76 millions de personnes encore en vie et 294 000 autres personnes décédées. Parmi les données auxquelles les hackers auraient eu accès figuraient des numéros de sécurité sociale et des informations sur les postes occupés. Selon la chaîne, l'ampleur et la sensibilité de ces

données pourraient susciter des inquiétudes en matière de sécurité nationale. Il a toutefois précisé qu'il n'y avait pour l'instant aucune preuve indiquant que les données divulguées aient été utilisées à des fins abusives. L'une des cyberattaques les plus importantes de ces derniers temps a été celle menée par le groupe de hackers Rhysida contre l'infrastructure informatique de l'administration berlinoise. Les cybercriminels ont procédé au vol début août dernier et ont menacé de divulguer les données si les autorités allemandes ne versaient pas une rançon de 30 bitcoins (environ deux millions d'euros). L'ultimatum n'ayant pas été respecté, environ 1,44 million de fichiers,

représentant un volume total de près de 5,8 téraoctets, ont été mis en ligne début septembre. Selon les médias allemands, parmi les informations divulguées figuraient des documents confidentiels concernant les infrastructures critiques et la sécurité dans la capitale allemande, ainsi que des plans de lutte contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et une analyse des vulnérabilités du réseau d'approvisionnement en eau de Berlin. Le journal Bild a quant à lui averti que certaines informations pourraient présenter un intérêt pour des terroristes et des services de renseignement étrangers.

R. I.

CONFORMÉMENT À L'ACCORD CONCLU AVEC BAGDAD EN 2024

Les derniers soldats américains quittent l'Irak

Les dernières forces américaines quittent l'Irak avant l'échéance officielle du 30 septembre, conformément à l'accord conclu avec Bagdad en 2024. Ce retrait clôt 23 ans d'une présence commencée avec l'invasion de 2003, interrompue en 2011 puis rétablie avec la guerre contre Daesh en 2014. L'armée américaine achève son retrait d'Irak, qui doit être officiellement terminé mercredi 30 septembre. Selon un responsable irakien cité par l'agence DPA, les forces américaines de combat et de soutien logistique ont déjà quitté le pays, même si Washington n'avait pas encore confirmé la fin complète de l'opération. Ce départ clôt la mission de la coalition internationale contre l'organisation État islamique, selon le calendrier négocié en 2024 entre Washington et Bagdad. Environ 2 500 militaires américains étaient encore présents en Irak ces dernières années, principalement dans des fonctions de conseil, de formation et d'appui depuis la fin officielle de leur mission de combat en 2021. Le retrait s'est notamment accéléré en septembre depuis les installations du Kurdistan irakien.

RETOUR À LA SOUVERAINETÉ IRAKIENNE

Il refferme surtout une séquence ouverte il y a 23 ans. Les États-Unis avaient envahi l'Irak en 2003 et renversé Saddam Hussein, avant de retirer leurs forces en 2011. Ils étaient revenus à partir de 2014 à la demande de Bagdad face à l'expansion de Daesh, qui contrôlait alors de larges portions du territoire irakien. Pour le gouvernement d'Ali al-Zaïdi, le 30 septembre doit symboliser le retour de la pleine souveraineté militaire du pays. Mais le départ américain ouvre une période délicate. Daesh conserve des cellules clandestines et, surtout, Bagdad doit désormais gérer la question des puissantes factions armées chiites, dont plusieurs entretiennent des liens étroits avec Téhéran. Leur désarmement, initialement associé au départ des forces étrangères, reste inachevé. Le Kurdistan irakien, qui a subi de nombreuses attaques de missiles et de drones, s'inquiète également de perdre la protection américaine, notamment les capacités de défense aérienne déployées à Erbil. Le retrait ne signifie toutefois pas la fin des relations entre Washington et Bagdad : une coopération antiterroriste et sécuritaire doit se poursuivre sous de nouvelles formes.

R. I.

LE PARTI POPULAIRE EUROPÉEN LANCE UNE ADHÉSION INDIVIDUELLE PAYANTE

Une porte d'entrée à Bruxelles pour les lobbyistes ?

Le Parti populaire européen, auquel appartiennent Friedrich Merz et Ursula von der Leyen, lance une adhésion individuelle payante. Pour 20 euros par an, les membres pourront recevoir une newsletter et assister à des événements, mais pas voter. Des journalistes s'interrogent sur l'intérêt de l'offre pour les lobbyistes travaillant à Bruxelles.

Le plus grand parti supranational de l'Union européenne, le Parti populaire européen (PPE), a commencé à proposer une adhésion individuelle payante aux citoyens de l'UE pour 20 euros par an, a rapporté Politico le 28 septembre. Ce parti regroupe la plupart des dirigeants européens, notamment le chancelier allemand Friedrich Merz et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Aux personnes ayant souscrit à l'« abonnement », le Parti populaire européen propose une newsletter sur l'actualité européenne et promet la possibilité de participer aux congrès et conférences du parti, aux briefings politiques, et même la chance de rencontrer des dirigeants européens et les responsables du parti. Cette adhésion ne confère toutefois pas le droit de vote. Selon les statuts du PPE, les membres individuels doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle comprise entre 20 et 18 000 euros. Or, le formulaire de demande disponible sur le



site du parti, une fois rempli, indique toujours une cotisation annuelle minimale de 40 euros. Cette initiative a déjà suscité des interrogations chez les journalistes européens quant à l'attrait que cette proposition pourrait présenter pour les nombreux lobbyistes travaillant au sein des institutions de l'UE.

L'abonnement aux réunions du PPE a été proposé à un moment où la Commission européenne était confrontée à de graves difficultés budgétaires et à des débats houleux autour du nouveau plan financier à long terme de l'UE pour la période 2028-2034. Un groupe d'États, mené par l'Allemagne, insiste pour que le montant proposé par la Commission européenne pour cette période, à savoir 2 000

milliards d'euros, soit réduit de plusieurs centaines de milliards d'euros. Un autre camp, dont font partie l'Italie et la Pologne, plaide en faveur d'une augmentation des dépenses consacrées à l'agriculture et au soutien des régions moins développées. Cependant, selon les médias, ce sont les dépenses administratives des institutions de l'UE, telles que les salaires des fonctionnaires et les frais d'entretien des bâtiments, qui seraient visées par ces coupes. Néanmoins, Politico a souligné que les pays européens se trouvaient dans une « impasse » sur cette question, et que la perspective de parvenir à un accord cette année devenait « de plus en plus lointaine ».

R. I.

FIN DE SA MISSION D'ESSAI PLUS TÔT QUE PRÉVU

Le vaisseau Starship de SpaceX interrompt son vol inaugural orbital prématurément

Le vaisseau spatial Starship de SpaceX a atteint l'orbite pour la première fois lundi et a déployé 26 satellites Starlink V3 de nouvelle génération avant de mettre fin à sa mission d'essai plus tôt que prévu en raison d'un problème de moteur lors de l'ascension. La fusée a décollé de la base Starbase de SpaceX dans l'État américain du Texas vers 7h48 heure centrale (12h48 GMT). Lors de l'ascension initiale, Starship et son lanceur Super Heavy ont poursuivi leur route à travers la séparation des étages et la mise en place à chaud avant que le lanceur n'entame son retour vers le golfe du Mexique. Environ sept minutes après le décollage, le lanceur Super Heavy a améri dans le golfe du Mexique. Après la séparation du lanceur, l'un des moteurs Raptor de Starship s'est arrêté prématurément lors de la phase d'ascension, a indiqué SpaceX.

Une fois Starship entré sur une trajectoire suborbitale, l'équipe de contrôle de vol a réévalué le véhicule et déterminé qu'il pouvait poursuivre ses opérations orbitales. L'équipe a alors donné le feu vert pour la manœuvre d'insertion en orbite. Starship a ensuite effectué une manœuvre d'insertion en orbite et a

atteint l'orbite pour la première fois. Après un bref vol côtier, Starship a déployé les 26 satellites Starlink V3, marquant ainsi le premier déploiement de satellites de nouvelle génération en orbite par Starship. SpaceX a annoncé avoir rapidement établi le contact avec les satellites grâce à des liaisons laser, des stations au sol et les terminaux utilisateurs Starlink. Les satellites procéderont à des vérifications en orbite et rehausseront leur orbite avant d'être mis en service pour les clients. Après le déploiement de sa charge utile, Starship a entamé une

phase de croisière autour de la Terre. Compte tenu du problème de moteur survenu lors de l'ascension, l'équipe de contrôle de vol, « par mesure de précaution », a décidé de limiter le temps passé en orbite et a procédé à la manœuvre de désorbitation, selon SpaceX.

Le vaisseau Starship a réussi sa rentrée atmosphérique et a atterri dans la zone d'amerrissage prévue, dans le nord de l'océan Pacifique. Il s'agissait du 14e vol d'essai intégré du système Starship et du premier vol de Starship à atteindre l'orbite. Les 13 vols d'essai précédents avaient suivi des trajec-

toires suborbitales, selon SpaceX. Elon Musk, fondateur de SpaceX, a déclaré sur X que le premier vol orbital de Starship avait été un succès. Starship est un système de transport entièrement réutilisable, conçu pour acheminer des équipages et du fret en orbite terrestre, sur la Lune, sur Mars et au-delà. Sa version lunaire, appelée Starship Human Landing System, est développée pour transporter des astronautes vers et depuis la surface lunaire dans le cadre du programme Artemis de la NASA.

R. I.

SUITE À LA RÉVOCATION DU STATUT DIPLOMATIQUE DE SES DIPLOMATES

L'exécutif néerlandais convoque l'ambassadeur de l'entité sioniste

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Tom Berendsen, a convoqué l'ambassadeur de l'entité sioniste aux Pays-Bas suite à la décision des autorités sionistes de révoquer le statut diplomatique des diplomates néerlandais en poste à Ramallah, en Cisjordanie occupée. Lundi matin Berendsen a réaffirmé qu'il « considérait la décision d'Israël comme inutile ». Selon la chaîne de télévision publique néerlandaise NOS, Berendsen a convoqué l'ambassadeur de l'entité sioniste pour obtenir des explications sur cette décision, qui concerne plusieurs membres du personnel de la mission néerlandaise à Ramallah, en Cisjordanie occupée. Le ministre sioniste des Affaires étrangères, Gideon Sa'ar, a déclaré dimanche, la veille de la convocation de l'ambassadeur sioniste, qu'« Israël révoquerait les privilèges et immunités diplomatiques des diplomates néerlandais en poste à Ramallah ». Une décision des autorités coloniales sioniste en réaction à la décision souveraine et en conformité avec le droit international d'imposer un embargo néerlandais sur les produits provenant des colonies sionistes implantées sur les territoires palestiniens sous occupation sioniste. Il a indiqué sur « la plateforme de médias sociaux X que les diplomates disposaient de sept jours pour restituer leurs documents diplomatiques délivrés par Israël ». Berendsen a réaffirmé lundi matin qu'il « considérait la décision d'Israël comme inutile ».

R. I.

DÉTRUITS PAR LE CYCLONE

DITWAH

La Chine va aider le Sri Lanka à reconstruire 14 ponts

La Chine et le Sri Lanka ont signé lundi un accord sur la mise en œuvre d'un projet d'aide chinoise visant à reconstruire 14 ponts détruits par le cyclone Ditwah. Une cérémonie de signature s'est tenue lundi matin au ministère des Transports, des Routes et du Développement urbain du Sri Lanka, en présence de l'ambassadeur de Chine au Sri Lanka, Wei Huaxiang, et d'Asiri Karunawardena, secrétaire du ministère. « Suite à la demande d'assistance formulée par la partie sri-lankaise en matière de reconstruction des infrastructures, une équipe d'experts chinois a été rapidement dépêchée au Sri Lanka pour effectuer des évaluations sur place, et la partie chinoise a accéléré le processus d'approbation des projets », a déclaré Wei. Il s'est engagé à travailler main dans la main avec la partie sri-lankaise pour développer et gérer le projet avec soin, afin d'apporter des avantages concrets au peuple sri-lankais. Reconnaisant l'aide apportée par la partie chinoise, Karunawardena s'est dit convaincu que le projet permettrait non seulement de remédier aux difficultés de transport post-catastrophe, mais aussi d'améliorer l'infrastructure de transport du Sri Lanka dans son ensemble. Le Sri Lanka a été frappé par le cyclone Ditwah entre fin novembre et début décembre 2025. Cette tempête dévastatrice a causé plus de 600 morts et des dégâts estimés à 4,1 milliards de dollars américains.

R. I.

FRANCE

La dette publique atteint 119 % du PIB au deuxième trimestre

La dette publique française a augmenté de 59,6 milliards d'euros (67,7 milliards de dollars américains) au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, atteignant 3,59 billions d'euros (4,08 billions de dollars), soit 119 % du produit intérieur brut (PIB), a annoncé hier, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Selon l'Insee, la dette publique française avait déjà augmenté de 75,8 milliards d'euros (86,1 milliards de dollars américains) au premier trimestre, atteignant 117,5 % du PIB. En vertu du traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, les États membres adoptant l'euro sont tenus de maintenir leur déficit budgétaire public en dessous de 3 % du PIB et leur dette publique en dessous de 60 % du PIB. Selon les données publiées le 19 septembre par le ministère français de l'Économie et des Finances, la dette publique du pays continuera d'augmenter, atteignant 119,3 % du PIB en 2026, et devrait encore progresser pour atteindre 121,7 % en 2027, soit plus du double de la limite de 60 % fixée par l'Union européenne.

R. I.

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT AU NIGERIA

Vers l'assouplissement de la politique monétaire

La récente réduction du taux d'intérêt de référence du Nigeria de 26,5 % à 23 % représente un changement significatif vers un assouplissement monétaire et signale une amélioration des conditions macroéconomiques dans le pays le plus peuplé d'Afrique, ont déclaré des experts et des responsables locaux.

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigeria (CBN) a réduit le taux directeur de 350 points de base lors d'une réunion à Abuja, la capitale nigériane, la semaine dernière, marquant ainsi la plus forte réduction de taux du cycle de politique monétaire actuel. Cette décision fait suite à deux mois consécutifs de maintien du taux directeur à 26,5 % en mai et juillet. Olayemi Cardoso, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, a déclaré aux médias que cet assouplissement était dû à une modération durable de l'inflation et à l'amélioration des conditions sur le marché des changes. Selon Cardoso, la banque centrale a re-calibré le corridor des facilités permanentes à la hausse de 50 ou à la baisse de 300 points de base autour du taux directeur, tout en maintenant le ratio de réserves obligatoires pour les banques de dépôt à 45 %, les banques commerciales à 16 % et les dépôts du secteur public hors compte unique du Trésor à 75 %. Les experts financiers locaux ont salué la baisse des taux, mais ont exhorté la Banque centrale du Nigeria à poursuivre les réductions afin d'élargir l'accès au crédit pour les petites entreprises et de soutenir la croissance industrielle. Okechukwu Unegbu, ancien président de l'Institut des banquiers agréés du Nigeria, a déclaré à Xinhua que la réduction des taux était un pas dans la bonne direction, mais a noté que les taux d'intérêt restaient trop élevés pour apporter un « soulagement significatif » aux opérateurs du secteur réel. Uneg-



bu a plaidé pour de nouvelles baisses de taux afin de permettre aux banques de dépôt d'offrir des crédits plus abordables aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux industriels. Il a toutefois souligné que les coûts d'emprunt élevés et les frais bancaires cachés continuaient de freiner la productivité nationale et d'entraver l'expansion des entreprises locales, malgré l'assouplissement de la politique monétaire.

« LES COÛTS D'EMPRUNT ÉLEVÉS DÉSAVANTAGENT LES FABRICANTS LOCAUX »

Boniface Okesie, président de l'Association des actionnaires progressistes du Nigeria, a déclaré que l'amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques justifiait un nouvel assouplissement de la politique monétaire. Il a notamment souligné la hausse des réserves de change brutes du pays, qui ont atteint 54 milliards de dollars américains, la croissance du produit intérieur brut de 4,43 % au deuxième trimestre et le recul de l'inflation à 15,39 % en août. Okesie a déclaré que la rapidité avec laquelle les banques commerciales répercutent la

baisse des taux d'intérêt sur les emprunteurs du secteur réel restera un facteur crucial pour façonner la croissance économique du Nigeria au cours des prochains trimestres. « Les coûts d'emprunt élevés désavantagent les fabricants locaux lorsqu'ils produisent des biens destinés à la consommation intérieure », a déclaré Okesie, ajoutant que les conditions actuelles du marché tendent à favoriser les investisseurs de portefeuille étrangers au détriment des producteurs locaux. L'Association des fabricants du Nigeria (MAN) a également salué cette baisse de taux, affirmant que cette décision atténuerait la pression sur les entreprises locales. Segun Ajayi-Kadir, directeur général de MAN, a déclaré dans un communiqué que cette réduction marquait un tournant par rapport à la politique monétaire restrictive qui avait freiné l'activité manufacturière du pays. « L'association prévoit que la baisse du taux directeur réduira les coûts d'emprunt et améliorera l'accès au fonds de roulement, au financement des stocks et aux fonds d'investissement », a ajouté Ajayi-Kadir.

R. I.

LE PRÉSIDENT DE L'OPEP LORS DE SA VISITE EN ALGÉRIE « L'héritage de l'Accord d'Alger reste pertinent pour la stabilité du marché pétrolier »

Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham Al Ghais, a souligné lundi l'héritage durable de l'Accord d'Alger, un accord conclu il y a 10 ans lors d'une réunion de l'OPEP à Alger pour remédier aux graves déséquilibres du marché pétrolier mondial. Al Ghais, qui effectue une visite de travail en Algérie depuis samedi, a fait ces remarques après avoir été reçu par le président algérien Abdelmadjid Tebboune, selon un communiqué publié par la présidence algérienne. « Dix ans après, l'Accord d'Alger demeure une leçon pour l'histoire », a déclaré Al Ghais. « La stabilité des marchés ne repose pas uniquement sur les données, mais aussi sur la confiance, les mécanismes adoptés et la volonté des pays de s'unir lorsque la situation devient critique. » Al Ghais a souligné que l'investissement, la sécurisation des approvisionnements et la stabilité économique sont étroitement liés à la stabilité résultant de l'accord OPEP+, ajoutant que le besoin de dialogue « n'a pas diminué, mais est devenu plus important que jamais ». « L'Accord d'Alger nous rappelle que même dans les moments les plus difficiles, la coopération reste possible », a déclaré Al Ghais. En 2016, la Conférence de l'OPEP s'est réunie à Alger pour sa 170e réunion (extraordinaire) afin de discuter de la situation du marché pétrolier mondial et d'examiner les moyens de remédier au grave déséquilibre du marché, selon un article publié sur le site web de l'OPEP. L'Accord d'Alger, issu de la conférence, a jeté les bases d'ajustements coordonnés de la production entre les membres de l'OPEP et a par la suite contribué au cadre de coopération plus large OPEP+ entre les pays producteurs de pétrole membres et non membres de l'OPEP.

R. I.

EN RDC LE NOMBRE DE CAS D'EBOLA DÉPASSE LES 8 000

L'OMS met en garde contre l'expansion continue de l'épidémie

Les cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) ont dépassé les 8 000, ont déclaré les autorités sanitaires de la RDC, tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti que l'épidémie restait importante, s'étendait géographiquement et était marquée par une transmission soutenue. Samedi, le pays recensait 8 067 cas confirmés, dont 3 901 décès, soit un taux de létalité de 48,4 %, selon le dernier rapport de situation du gouvernement publié lundi. Au total, 2 070 patients sont guéris. Dans son dernier bulletin d'information sur les épidémies publié vendredi, l'OMS a indiqué que le nombre de nouveaux cas signalés chaque jour restait élevé, tandis que l'intensité de la transmission variait considérablement selon les provinces et les zones sanitaires touchées. « Le taux de létalité toujours élevé, et en particulier le taux élevé et constant de décès au sein des communautés, souligne la gravité de la maladie et les difficultés persistantes liées au dépistage rapide des cas et à

l'accès à des soins précoces et adéquats pour les patients », a déclaré l'OMS. La province d'Ituri demeure l'épicentre de l'épidémie, mais les schémas de transmission continuent de diverger. L'incidence en Ituri a diminué progressivement depuis le pic de la mi-août, tandis que la province du Nord-Kivu a connu une forte hausse, atteignant son niveau le plus élevé enregistré à la mi-

septembre, selon l'OMS. La transmission se poursuit également dans la province du Haut-Uele, tandis qu'une reprise de l'activité de transmission a été signalée dans la province de Tshopo. L'épidémie touche désormais 63 zones sanitaires réparties dans sept provinces. L'OMS a indiqué que cette récente extension géographique, avec notamment l'atteinte de nouvelles zones dans

le Sud-Oubangui et le Haut-Uele, accroît le risque de transmission transfrontalière. Depuis sa déclaration en mai, l'épidémie est devenue la plus importante et la plus meurtrière épidémie d'Ebola jamais enregistrée en RDC et la deuxième plus importante au monde, après celle de 2014-2016 en Afrique de l'Ouest.

R. I.

RASD

L'Association d'amitié guatémaliennne réaffirme son soutien au combat du peuple sahraoui pour son indépendance

Le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle de république arabe sahraouie démocratique (RASD), Abdelkader Taleb Omar, a reçu une délégation de la République du Guatemala, composée des membres de l'Association d'amitié et de solidarité avec le peuple sahraoui, dont les militantes des droits humains et professeures, Ruth del Bayay, et Irbedinia Martinez. Cette réunion a permis aux deux parties d'échanger sur la situation en Amérique latine et en Afrique ainsi que sur les derniers développements de la cause du peuple sahraoui, en lutte sur tous les fronts contre l'occupation marocaine du Sahara occidental. La délégation du Guatemala a réaffirmé son « soutien au combat du peuple sahraoui pour en finir avec le système colonial marocain » sans manquer par la même occasion de réitérer son engagement et sa volonté « de poursuivre son travail afin de sensibiliser l'opinion internationale à soutenir la juste cause du peuple sahraoui notamment par des actions de solidarité agissante ».

R. I.

ZIMBABWE L'excédent commercial s'élève à 526,5 millions de dollars américains en août

Le Zimbabwe a enregistré une croissance plus rapide de ses exportations en août, portant son excédent commercial mensuel à 526,5 millions de dollars américains, contre 320 millions de dollars en juillet, selon les données officielles publiées lundi. Selon l'Agence nationale des statistiques du Zimbabwe (ZIMSTAT), les exportations ont fortement augmenté pour atteindre 1,68 milliard de dollars en août, contre 1,47 milliard de dollars en juillet, tandis que les importations ont légèrement augmenté pour atteindre 1,152 milliard de dollars, contre 1,150 milliard de dollars. L'or semi-manufacturé a représenté la plus grande part des exportations totales, soit 44 %, tandis que les combustibles minéraux et les huiles minérales ont représenté la plus grande part des importations, soit 22,2 %. Les Émirats arabes unis ont été la principale destination des exportations zimbabwéennes en août, représentant 44,6 % du total, suivis par la Chine (32,2 %) et l'Afrique du Sud (13 %). Ensemble, ces trois pays représentaient près de 90 % des exportations totales, a indiqué ZIMSTAT. Les principaux pays fournisseurs étaient l'Afrique du Sud, la Chine, Bahreïn et le Mozambique, qui représentaient à eux seuls 65 % du total des importations.

R. I.

ALGER S'APPRÊTE À CÉLÉBRER LE 9E ART

Le roman graphique à l'honneur de la 18e édition du Fibda

Du 1er au 5 octobre prochain, l'Esplanade de Riadh El Feth accueillera la 18e édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda). Centré cette année sur l'art du roman graphique, l'événement promet un programme riche en découvertes, réunissant des talents algériens et internationaux autour de la passion de l'image et du verbe.

Les organisateurs l'ont annoncé ce lundi : la 18e édition du Fibda mettra en lumière le « roman graphique ». Durant cinq jours consécutifs, l'Esplanade de Riadh El Feth se transformera en un véritable carrefour culturel où auteurs, bédésistes, scénaristes et professionnels convergeront pour présenter leurs œuvres les plus récentes. Cet espace de rencontre privilégié permettra aux passionnés d'échanger avec des intellectuels, des dessinateurs, des académiciens et des figures incontournables de l'univers Cosplay.

L'envergure de ce rendez-vous se confirme cette année encore par une forte présence internationale. La Palestine, la Tunisie, les États-Unis, le Japon, la République démocratique du Congo et l'Égypte feront le déplacement, aux côtés des représen-



Ph: DR

tants du collectif des Instituts culturels européens. Ensemble, ils exploreront la thématique centrale de cette édition, judicieusement intitulée « Le roman graphique : carrefour de l'image et du verbe ». Les festivités débuteront de manière dynamique dès la première journée. Après la traditionnelle visite du village et la cérémonie inaugurale, le public assistera au coup d'envoi des ani-

mations. Les visiteurs pourront immédiatement profiter des expositions, des ateliers pédagogiques, des concours, ainsi que des zones ludiques et dédiées aux jeux vidéo. À partir du troisième jour, le festival prendra une dimension plus analytique avec le lancement d'un cycle de conférences. Ces rencontres aborderont des sujets variés tels que la place du roman graphique dans la culture et le patrimoine algériens, ses liens avec le Manga, son approche historique, ou encore les spécificités de cet art en Égypte, en Italie, en RDC et aux États-Unis.

R. C.

INDE

Clap de fin pour les cinémas à l'ancienne

Et le rideau sur l'écran est tombé... A Bangalore, dans le sud de l'Inde, l'Urvashi a accueilli dans sa salle unique de 1.200 places des générations de spectateurs, mais, comme beaucoup d'autres cinémas à l'ancienne, il a fini par succomber à la concurrence des multiplexes. Il est aujourd'hui méthodiquement désossé, et son voisin Manjunath, qui ne porte qu'un seul nom, peine à s'en remettre. "Le cinéma est apparu dans les années 1970... J'étais si heureux quand il a ouvert". Et pour cause, tous ses clients venaient s'approvisionner en friandises dans sa petite épicerie, avant ou après les projections. "C'était de la folie", se souvient Manjunath avec beaucoup de nostalgie. "Maintenant, j'ai beaucoup plus de temps libre. Mais qu'est-ce que je peux faire ? Il n'y a plus personne dans le quartier..." Comme dans le reste du monde, ces vieilles salles de cinéma richement décorées, où l'écran vous écrase, les fauteuils et le plancher craquent sous les pas, disparaissent lentement en Inde. Et leur magie avec. "C'est une expérience totalement différente", explique le photographe Hemant Chaturvedi, 58 ans. Pendant sept longues années, il a fait le tour d'un millier de villes du pays et tiré le portrait, pour la postérité, de 1.350 cinémas, leur écran géant, leurs affiches, leur façade, leur vie. Dans ces salles, "les spectateurs crient, applaudissent, se mettent debout sur leurs sièges, il leur arrive

même de jeter de l'argent sur l'écran", décrit Hemant Chaturvedi. "Mais cet écosystème est maintenant en train de disparaître, et son charme avec lui".

"AUCUNE ÂME"

La concurrence des cinémas multiplexes, avec son panoramique, air conditionné et pop-corn à volonté, et le succès des plateformes de diffusion de films en ligne ont porté un coup fatal à ces salles à l'ancienne, de plus en plus coûteuses à entretenir. Des chercheurs ont évalué leur nombre à 14.000 en Inde dans les années 1980. Ils ne sont plus aujourd'hui que 2.000 environ à accueillir des spectateurs, dans des conditions de vétusté de plus en plus difficiles à cacher. Seuls les plus mélancoliques semblent encore regretter ces monuments, où un millier de personnes pouvaient s'entasser dans une salle pour partager la même expérience cinématographique. "Les nouveaux cinémas n'ont plus aucun attrait", tranche péremptoire Hemant Chaturvedi, qui a travaillé plus de trente ans sur les plateaux de Bollywood, "ils n'ont aucune âme".

La guerre entre les anciens et les modernes semble mal engagée, mais elle n'est peut-être pas encore définitivement perdue. Même décrépies, les salles historiques ont encore des arguments à faire valoir. "Beaucoup de cinémas sont devenus chers. Ici c'est encore bon marché", note Riwa, 19 ans, un habitué d'un véné-

rable cinéma de Bombay. "Mais je crois qu'ils devraient faire un effort pour le moderniser un peu s'ils veulent attirer un public plus jeune".

"CÉLÉBRER LE CINÉMA"

Certaines salles s'y sont essayées. Comme le Mukunda de Bangalore, qui en plus d'avoir refait peau neuve après un bon demi-siècle d'existence a décidé de jouer la carte des horaires décalés. Ce matin-là, ils étaient plusieurs centaines à se presser à ses portes pour assister à la sortie du film Yash - une superproduction en langage kannada - à une séance pourtant programmée à 6h du matin. "Seules les salles avec un seul écran peuvent porter le cinéma à ce niveau, et défendre sa tradition", s'enthousiasme un des spectateurs, Santosh, un commerçant de 47 ans ne portant qu'un seul nom, en s'installant dans son siège au milieu des sifflets et des vivas. L'héritier de la famille qui dirige le cinéma depuis trois générations, Veerain Reddy savoure comme il se doit l'exubérance matinale de son public. La gestion de la salle "n'est pas une mince affaire", confie-t-il en déplorant l'inflation continue des coûts d'entretien et de fonctionnement ou "la concurrence acharnée" des autres cinémas. "Mais le public est vraiment passionné et nous permet de maintenir à flot les salles à un seul écran", ajoute le propriétaire, "c'est ici que les gens viennent pour vraiment regarder et célébrer le cinéma".

MILA

Lancement de travaux de protection des sites archéologiques de Boutekhmaten et d'Aïn El Karma

Des travaux destinés à protéger les sites archéologiques de Boutekhmaten, dans la commune de M'chira, et d'Aïn El Karma, dans la commune d'Ouled Khelouf (Mila) ont été lancés dimanche, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la culture et des arts. Le chef du service du patrimoine culturel, Lezghad Chiaba, a précisé à l'APS qu'une enveloppe de 50 millions de dinars a été allouée à la construction de murs de protection et de postes de surveillance aux entrées, afin de protéger et de valoriser ces deux sites archéologiques, inscrits depuis 2013 sur l'inventaire supplémentaire des biens culturels. Ces deux sites revêtent, selon la même source, une importance historique et archéologique "en raison des vestiges datant de la période romaine", parmi lesquels 6 églises dont les traces sont encore visibles aujourd'hui, témoignant du style architectural religieux durant la période romaine, ainsi que d'autres vestiges dont une nécropole et de nombreux objets en céramique et en bronze découverts sur le site archéologique de Boutekhmaten. Quant au site d'Aïn El Karma, les travaux programmés sont destinés à protéger les lieux du fait des monuments urbains qui s'y trouvent, tels que des maisons et des venelles, un grand pressoir à huile, des bassins d'eau et d'autres artefacts de l'époque romaine. Selon M. Chiaba, le lancement du projet portant protection de ces deux sites, qui sera réalisé au bout d'un délai de 6 mois comme spécifié sur le cahier des charges, "constitue le fruit des efforts du secteur et des autorités publiques visant à valoriser et à préserver le patrimoine culturel matériel et à l'intégrer dans les circuits touristiques de la wilaya afin de renforcer l'attractivité des régions qui l'abritent". Ce projet constitue la troisième initiative lancée par le secteur de la culture et des arts pour protéger le patrimoine culturel de la wilaya.

PUB

**Recette
du jour****Curry d'agneau
facile****Ingrédients pour 4
personnes:**

- 500 gr viande de mouton
- 2 oignons moyens
- 2 cm gingembre frais
- 2 tomates fraîches
- quelques feuilles de curry
- 3 graines de cardamomes
- 1 petit batonnet de cannelle
- 2 c. a soupe d'huile
- 4 clous de girofle
- 1 c. a café de cumin en graines
- 1 c. a café de cumin en poudre

- 1/2 c. a café de polvre noir
- 1/4 c a café de curcuma
- 1 c. a soupe de noix de coco en poudre
- 2 c. a café de coriandre en poudre
- 1/4 botte coriandre fraîche
- sel selon le gout
- 1 piment selon le gout
- paprika fort selon le gout

INSTRUCTIONS

mettez l'huile dans une poêle chaude, ajouter les épices entières non moulues: cardamome, cannelle,

clous de girofle, cumin, curry en feuille. laissez bien mijoter, puis ajoutez l'oignon ciselé par dessus. remuez jusqu'à ce que l'oignon devient légèrement brun. ajouter le sel, le gingembre écrasé, ajoutez maintenant la viande d'agneau coupée en cube moyens. laissez bien revenir, jusqu'à ce qu'elle rejete son eau. ajoutez le polvre noir, la coriandre en poudre, le cumin en poudre couvrez d'eau et laissez

bien cuire pendant 20 à 30 min jusqu'à ce que l'agneau devient tendre (ajoutez l'eau au besoin). ajoutez la tomate hachée, la coriandre fraîche ciselée, le piquant coupé, pour les gens qui aiment l'épicé. ajoutez la poudre de noix de coco, et faire pour encore 10 à 15 min. laissez cuire jusqu'à réduction de la sauce.

Gâteau du Jour**Confiture de fraises****Ingrédient :****1 - La Pâte**

- 200 gr de beurre ramolli
- 20 gr d'huile
- 2 jaunes d'oeuf
- 30 gr de sucre glace
- 85 gr de poudre à flan chocolat
- 70 à 100 gr de cacahuètes torréfiées moulues
- 120 gr de maizena
- 1/3 de cuillère à thé de levure chimique
- 270 à 280 gr de farine pâtissière
- 2 - La Crème au Beurre
- 50 à 100 gr de beurre ramolli
- 2 cuillères à soupe de caramel
- La Décoration, Cacahuètes grillées et grossièrement moulues, Chocolat au lait

Étapes de Préparation**1 - La pâte à Gâteau Russe Algérien**

Dans un récipient, mélanger le beurre, l'huile, les oeufs, le sucre glace, la poudre de flan les cacahuètes, la maizena et la levure chimique.

Ajouter progressivement la farine jusqu'à obtenir une pâte lisse et homogène.

Couvrir 15 minutes puis étalez cette dernière en deux feuilles



ade papier sulfurisé sur une épaisseur de 5 mm environ. Détaillez des disques de 4 à 5 cm de diamètre.

Déposez les sur une plaque recouverte de papier cuisson et mettre à cuire au préchauffé à 150°C pendant 15 minutes en surveillant.

Laissez refroidir les sablés avant de les fourrer.

2 - La Crème au Beurre Fouettez le beurre mou jusqu'à obtenir une crème.

Ajoutez progressivement le caramel jusqu'à obtenir une texture onctueuse. Jusqu'à ce qu'il devienne moussueux.

Remplir une poche à douille.

3 - Fourrage

Déposez une bonne couche de crème au beurre sur un biscuit sur deux.

Couvrir chaque sablé garni avec le disque restant.

Placez les gâteaux au réfrigérateur 15 minutes avant de les glacer.

Faire fondre le chocolat et recouvrir chaque gâteau.

Décorez la surface en effectuant des zigzag à l'aide de chocolat fondu et décorer le contour de cacahuètes concassées.

Répéter l'opération jusqu'à épuisement des ingrédients.

Laissez sécher chaque gâteau russe algérien sur une grille avant de les placer en caissettes.

Conseil du jour

Observez bien vos fruits, lorsqu'ils commencent à devenir translucides, prenez un peu de confiture et faites la couler sur une assiette froide. Si la goutte ne coule pas, et qu'elle résiste un peu si vous posez le doigt dessus (la surface ne ride pas), c'est cuit !!

Le saviez-vous ?**COMMENT PRESERVER
SA SANTÉ MENTALE?**

PROFITER DU MOMENT PRÉSENT

FAIRE DE LA MÉDITATION

DORMIR SUFFISAMMENT

FAIRE DE NOUVELLES EXPÉRIENCES

ÊTRE SOCIALE

**Bon à savoir !**

Les raisins secs diffèrent du raisin frais dans le sens où ils sont environ 4 fois plus caloriques (environ 300 kcal, soit 1260 kJ, pour 100 g), et contiennent aussi environ 4 fois plus de minéraux et d'oligo-éléments (potassium), mais aussi de glucides. Ils contiennent bien évidemment beaucoup moins d'eau.

**Astuce du jour:****ÉPLUCHER UN OIGNON SANS PLEURER**

Éplucher des oignons, ce n'est pas vraiment une opération très triste, mais pourtant, qu'est-ce que ça nous fait pleurer... A moins, bien sûr, d'avoir une astuce infallible pour éviter les crises de larmes. La plus efficace ? Se

mettre un peu d'eau dans la bouche, et éplucher les oignons. Le gaz lacrymogène dégagé par les oignons va se déposer et réagir sur l'eau qui se trouve dans notre bouche, et non celle contenue dans nos yeux. Magique !

**CITATION
DU JOUR**

« Ne charge pas un seul jour des soucis de toute une année, tu n'es pas sûr du jour entier, et tu t'inquiètes de l'année entière. »

Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

**« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »**

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SEKHRA - EL-EULMA
MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026 - PRIX : ZAMANGO - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 600 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H30
QUARTÉ - QUINTÉ

Kiroyale, visera la victoire

C'est l'hippodrome d'El-Eulma qui nous invite ce mercredi à un nouveau pari mutuel urbain qui mettra aux prises douze coursiers arabes purs connus par nos amis du cheval pour les avoir suivis durant toute cette saison hippique et reconnus pour avoir réalisé quelques bons résultats durant leurs carrières qui risquent encore une fois de nous donner une arrivée truffée de surprises, la raison est que plusieurs d'entre eux se connaissent très bien pour s'être mesurés plusieurs fois mais la difficulté de ce contexte incertain réside également dans le profil du parcours 1600m, une distance d'endurance et très classique, mais la majorité des chevaux présents sont habitués de courir dans des parcours de vitesse et plus courts que celui du jour. Afin de trouver les cinq bons numéros de ce prix Zamango support aux deux paris mutuels urbains quarté et quinté il faut ratisser large et privilégier les martingales seules alternatives et le véritable juge restera toutefois la distance du parcours qui exige autant de patience, il faut éviter la précipitation et privilégier une montée en progression et pour notre part nous vous conseillons de se pencher vers le jockeys de métier. Rappelons que cette course est réservée aux chevaux de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 431.000 DA en gains et places depuis le 01/01/2026.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. EL AAHD.** Il est vrai que sa dernière sortie a été très décevante mais ce n'est pas pour autant que l'on fera l'impasse sur ses chances.
- 2. MAOUAL EL BASRA.** Il vient de laisser une bonne impression lors de sa dernière sortie, 3e sur 1300m reconduit après coup il aura à ne pas en douter une belle carte à jouer à l'arrivée.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
S. BERRAH	1	EL AAHD	Y. MOUISSI	57	9	PROPRIÉTAIRE
ML. ZAABOUB	2	MAOUAL EL BASRA	B. BERRAH	56	2	B. BERRAH
K. MAHOUR BACHA	3	MBABI	JJ:S. ATALLAH	55,5	6	MED. HAMIDI
ABH. DEKHNOUCHE	4	CAMANGO	T. LAZREG	55	4	AB. KARA
Y. BOUCHAMA	5	HAIFA	M. BOUCHAMA	55	3	M. ZAABOUB
L. ZAABOUB	6	KAISARA (0)	AB. ATTALLAH	55	8	PROPRIÉTAIRE
AL. KOUAOUCI	7	NADJMET ESAHRA	A. KOUAOUCI	55	12	A. KOUAOUCI
ABH. DEKHNOUCHE	8	HOYEM EL MESK	CH. ATTALLAH	54	7	AB. KARA
L. ZAABOUB	9	TF. WADHA	A. HEBRI	54	1	PROPRIÉTAIRE
A. AOUSSAT	10	KIROYALE	MS. AIDA	54	5	PROPRIÉTAIRE
ME. DOUKHI	11	VAHISSANE	A. HAMIDI	54	11	MED. HAMIDI
M. ZAABOUB	12	JEMAAT EL KHEIR	M. HARECHE	51	10	M. ZAABOUB

- 3. M'BABI.** Absent depuis quelques mois déjà, ce magnifique galopeur reste sur deux victoires, 1200 et 1500m s'élancera encore avec de sérieuses ambitions pour venir gravir une place sur le podium.
- 4. CAMANGO.** Toutes les données plaident en sa faveur, le profil du parcours, le sérieux de son entraîneur et surtout l'efficacité de son partenaire T. Lazreg connu par nos amis turfistes.
- 5. HAIFA.** Il faudra s'en méfier particulièrement car cette pouliche de 3 ans sans expérience vient de réaliser une belle victoire sur un parcours réduit à celui du jour lors de son 3e essai, elle peut venir créer un autre exploit.
- 6. KAISARA.** Très en verve lors de ses dernières tentatives, cette excellente coursière dont le parcours du jour n'est pas pour lui déplaire et qui est pilotée toujours par son jockey fétiche AB. Atallah.

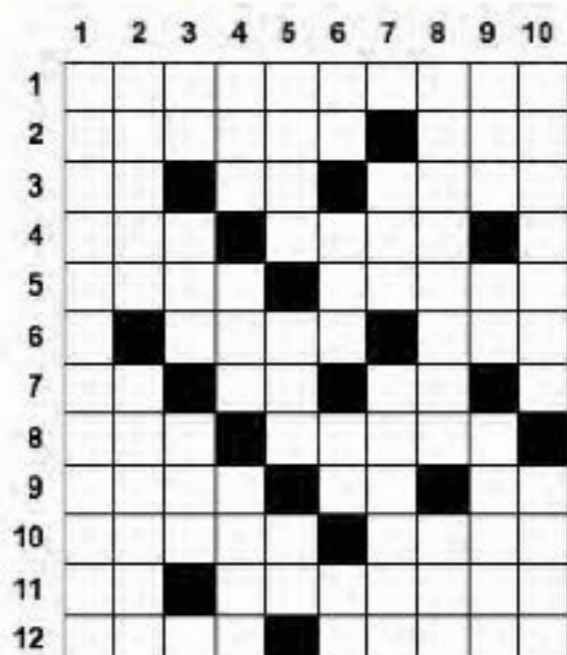
- 7. NADJMET ESSAHRA.** Deux sorties et deux victoires durant cette année pour cette belle jeune coursière grise de 4 ans, elle ne fera pas le déplacement pour jouer les seconds rôles mais elle cherche le rôle principal.
- 8. HOYEM EL MESK.** Cette excellente coursière avec le talentueux jockey CH. Atallah, cette protégée du grand entraîneur AB. Kara visera les premières marches du podium.

- 9. TF. WADHA.** À revoir.
- 10. KIROYALE.** Simplement est la première favorite de cette course.
- 11. VAHISSANE.** Au-dessous du lot.
- 12. JEMAAT EL KHEIR.** Change souvent de partenaire, cette femelle de 9 ans demeure aléatoire.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC
10. KIROYALE - 8. HOYEM EL MESK -4. CAMANGO
2. MAOUAL EL BASRA - 3. MBABI

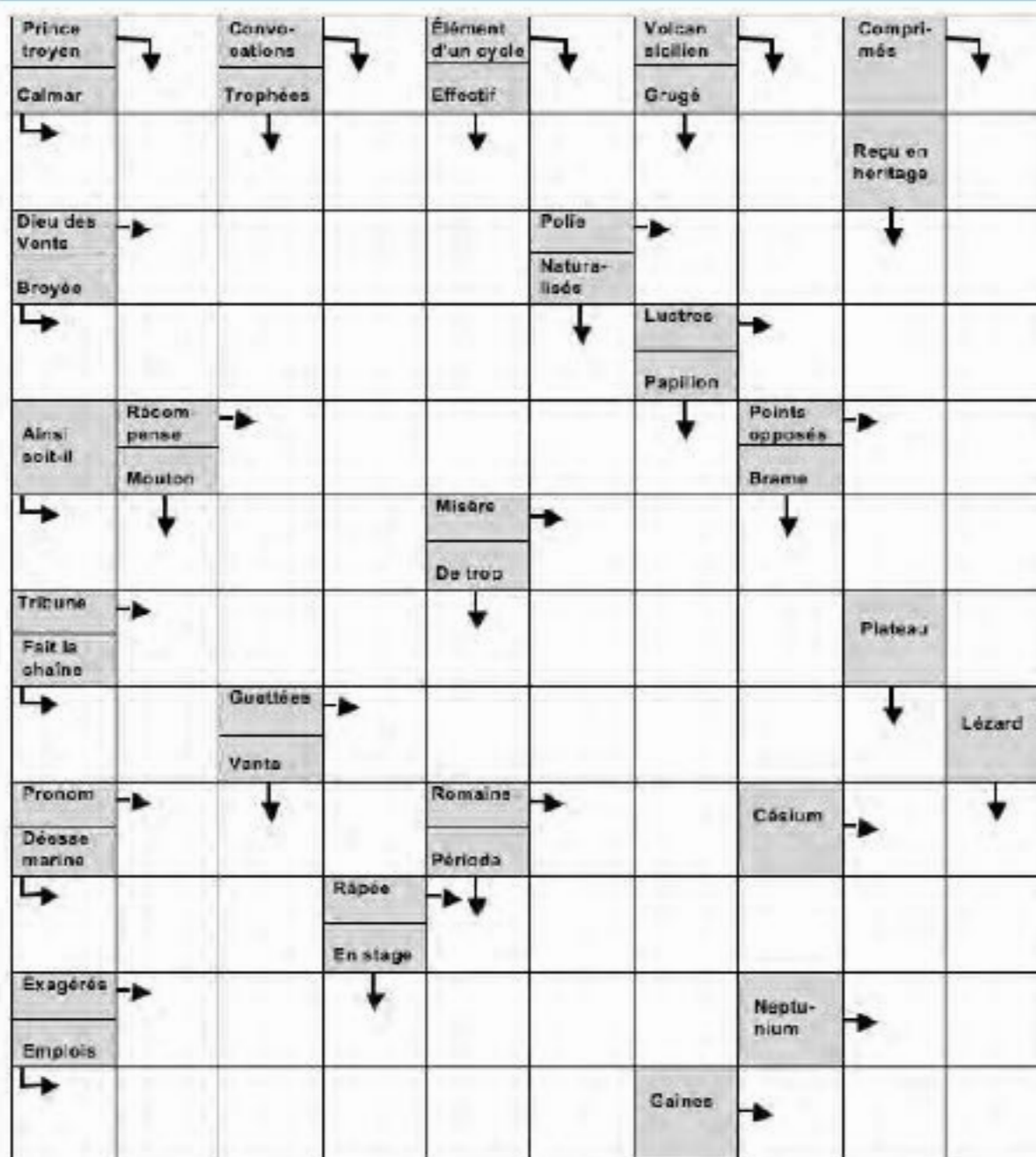
LES CHANCES
7. NADJMET ESAHRA- 6. KAISARA

Mots croisés**HORIZONTALEMENT**

1 - Autoritaire - 2 - Conseillère secrète de quelqu'un - Avant les autres - 3 - En solo - Double voyelle - Issues - 4 - Pronom - Forme d'être - 5 - État des États-Unis - Défaite écrasante - 6 - Fleuve africain - Affecté - 7 - Possessif - Pion - En fuite - 8 - Brillant orateur au perchoir - Voyages - 9 - Défaut - Shires d'Hitler - Temps compté - 10 - Coule en France - Courant dans un parti - 11 - Cœur de chœur - Araignées - 12 - Ne sont plus brouillons - Charges bestiales.

VERTICALEMENT

1 - Chute des écailles - 2 - Cloaque - Aplanie - 3 - Sélénium - Flotte - Dix sur dix - 4 - Le bétail s'y régale - Sert à appeler - Courses de cycles - 5 - Personnes niales - Couche - En dépôt - 6 - Utile pour le dessinateur - Trou mural - Repas de berger - Au cœur de l'océan - 7 - Rejeta - Charbon - 8 - Magistrat romain - Falsalt rougir nos aïeux - 9 - Porte les grosses manchettes - De même - Relevée - 10 - Gémissent parfois en cas de surpoids - Lac d'Écosse.

Mots fléchés**Mots masqués**

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Hypocrite (9 lettres)

P	T	N	O	L	A	J	N	O	S	I	A	R	O	E	U	T	V
E	R	N	N	O	L	A	T	U	B	U	R	U	S	S	A	A	T
N	S	I	A	E	B	R	O	B	A	I	E	S	U	U	N	N	E
I	E	I	O	I	E	T	A	R	A	K	E	R	D	I	E	S	N
A	E	P	S	R	B	H	O	U	E	N	E	I	T	P	R	A	E
L	T	E	U	R	I	M	V	A	I	N	S	E	R	U	V	S	N
T	U	R	S	R	U	T	A	F	N	N	D	A	O	I	U	T	E
O	O	R	R	I	E	S	E	P	E	O	U	C	R	L	A	N	I
L	D	E	A	R	A	E	H	I	I	S	R	E	C	I	A	E	L
U	E	I	J	A	P	O	D	A	L	I	E	E	R	L	L	T	A
O	R	L	E	T	U	O	D	N	I	V	R	E	E	E	I	U	N
B	N	O	L	S	I	R	P	E	A	N	R	M	N	M	E	O	I
T	O	R	S	N	E	P	M	A	H	R	E	U	O	I	U	R	L
N	R	E	E	T	N	E	M	O	R	F	G	R	E	D	A	C	A
A	R	M	E	T	I	D	E	N	I	A	O	R	D	D	U	T	M
M	A	U	T	N	A	R	A	G	E	S	B	A	I	N	U	L	E
A	M	N	E	R	R	U	E	L	E	E	R	C	A	I	D	O	E
T	N	E	D	U	A	E	R	R	A	B	N	O	L	E	R	F	S

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALIENE - AMANT - AMBIANT - ARPENT - BAIE - BAIN - BARREAU - BOULOT - COURSE - CROUTE - DENT - DIACRE - DOUTE - DURE - ELAN - EPRIS - EPURE - ETAIN - FINESSE - FRELON - FROMENT - GARANT - GRANDE - HAINE - HAMPE - HOUE - HOUSSE - IDOINE - INEDITE - JALON - JARS - KARATE - LAINE - LEURRE - LIEN - LIERRE - LIEU - MALIN - MAR-RON - MODULE - MOROSE - NAVIRE - NUMERO - ORAISON - ORBE - PRIORITE - RECLUS - REDOUTE - SOUDEUR - SURSIS - TAIRE - TALON - TARIR - TAUDIS - URUBU - USURE - VAIN - VANITE - VISON -

Solutions du précédent numéro**MOTS CROISÉS****HORIZONTALEMENT :**

1. Concussion - 2. Réunion - Sua - 3. Oser - Mal - 4. Ute - Carets - 5. Sr - Inné - Ue - 6. Tentatives - 7. Ise - Tique - 8. Tb - Que - 9. Ls - Émue - Ep - 10. Acérée - Élu - 11. Niées - Star - 12. Test - Scène.

VERTICALEMENT :

1. Croustillant - 2. Cestres - Scie - 3. Nuée - Net - EES - 4. C.N.R - It - Béret - 5. Ui - CNAT - Mes - 6. Sémantique - 7. Aréique - Sc - 8. Isle - Vue - Été - 9. Où - Tuée - Élan - 10. Nasses - Épure.

MOTS FLÉCHÉS**HORIZONTALEMENT :**

Griveton - Inégales - A.M - Noliser - Eut - E.V - Ta - Assurées - Rus - EL - Rusée - Brio - Tus - Créas - Lia - Fouine - Entérinée - ARTÉ - St - S.S.

VERTICALEMENT :

Primesautier - In - Us - Suant - Aventures - Té - Ego - Rue - Fe - Étalées - Cors - Olive - Bruit - Ânes - Serein - Set - Lianes - As - Rat - Osées.

**MOTS MASQUÉS
COMMOTION**

Environ un cancer sur huit dans le monde est lié à des infections

Quelque 2,3 millions des nouveaux cas de cancer dans le monde, soit environ un sur huit, sont causés par des infections, souvent évitables, selon une nouvelle estimation de l'agence contre le cancer (Circ) de l'Organisation mondiale de la santé, dévoilée mardi. Cette étude, publiée dans The Lancet Oncology, livre le panorama le plus récent de la maladie, en tenant compte notamment de progrès dans la compréhension des causes de cancers et de données d'incidence mondiale élargies et actualisées. Les scientifiques ont ainsi estimé la part des nouveaux cas de cancers en

2024 attribuable à 12 agents infectieux, dont des virus, des bactéries et des parasites. L'infection par la bactérie Helicobacter pylori, responsable d'environ 760.000 cas de cancer, pèse le plus lourd, suivie de près par le papillomavirus humain (ou HPV, son acronyme anglais), à l'origine de 750.000 cas. Le virus de l'hépatite B a provoqué quelque 360.000 cas, celui d'Epstein-Barr environ 260.000 cas et le virus de l'hépatite C quelque 160.000 cas. À eux cinq, ces agents infectieux sont responsables de la quasi-totalité des cancers d'origine infectieuse, note l'agence spécialisée de l'OMS.

Plus de 8 millions de réfugiés et déplacés menacés par le recul de l'aide internationale, alerte l'ONU

Les coupes budgétaires poussent les organisations de soutien aux réfugiés au "point de rupture" dans plusieurs zones cruciales, où près de 8,3 millions de personnes risquent d'être privées d'aide cette année, a alerté mardi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). "La protection ne peut être réduite indéfiniment sans provoquer l'effondrement des systèmes. En deçà d'un certain seuil, les services ne se contentent pas de toucher

moins de personnes, ils peuvent cesser totalement de fonctionner, laissant les plus vulnérables sans la protection dont ils ont besoin", a prévenu Dominique Hyde, directrice des relations extérieures du HCR, à l'occasion de la publication d'un rapport de l'organisation. Dans ce rapport, l'organisation explique que sa capacité à protéger et à assister les réfugiés est "érodée par une aggravation du déficit de financement", qui la contraint "à réduire ses programmes essentiels". Les fonds

disponibles de l'agence sont déjà passés de 5,2 milliards de dollars à 3,9 milliards entre 2024 et 2025 du fait d'une baisse des contributions. Et fin juillet 2026, le HCR n'avait reçu que 32% des 8,5 milliards de dollars nécessaires pour l'année, alors même que le nombre de personnes relevant de son mandat de protection se maintient à des niveaux qualifiés d'"historiquement élevés". Cette situation place près de 8,3 millions de personnes sous la menace d'une privation d'aide, ajoute l'agence.

Fermeture partielle des tunnels de l'autoroute menant au port d'Oran

Les deux tunnels de l'autoroute menant au port d'Oran ont fait l'objet, lundi, d'une fermeture partielle et alternée, afin de permettre la réalisation des essais sur les systèmes de gestion centralisée et d'opération de maintenance des équipements, a indiqué le directeur régional de l'Algérienne des Autoroutes, Mohamed Brahimi. M. Brahimi a précisé que les équipes de l'Algérienne des Autoroutes (ADA) ont entamé, à partir de ce lundi et jusqu'au 9 octobre, des essais sur les systèmes de gestion centralisée, ainsi que des opérations de maintenance des équipements, ayant nécessité "la fermeture partielle et alternée de cet accès durant cette période". La fermeture temporaire et partielle se fera en plusieurs étapes et selon un calendrier précis, a fait savoir la même source. À la suite de cette décision, il sera procédé à la fermeture, à partir de ce lundi et jusqu'à mercredi, du premier tunnel de Canastel, dans le sens menant au port, et la déviation de la circulation sur la chaussée parallèle dans les deux sens. La même mesure se poursuivra du 1er au 3 octobre par la fermeture du second tunnel, dit tranchée couverte, toujours en direction du port, avec une déviation similaire du trafic. Du 4 au 6 octobre, les usagers feront face à la fermeture de ce même second tunnel, mais dans le sens opposé vers Canastel, avec la mise en place d'un plan de circulation équivalent. Enfin, du 7 au 9 octobre, l'opération s'achèvera par la fermeture du premier tunnel de Canastel, dans le sens retour vers Canastel, la circulation devant être "déroutée" sur la voie adjacente. Tout en appelant les automobilistes à faire preuve de la plus grande vigilance, l'Algérienne des Autoroutes insiste sur la nécessité de respecter scrupuleusement la signalisation routière et les consignes de sécurité mises en place au niveau des zones de chantier.

Le 2^e Salon international de l'industrie du 7 au 10 octobre à Sétif

La 2^e édition du Salon international de l'industrie se tiendra du 7 au 10 octobre prochain au Palais des expositions de la cité El-Maâbouda de Sétif, a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs. Naoufel Chorfi, responsable de la communication au sein de l'entreprise "News Events", organisatrice du Salon, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce rendez-vous économique auquel participeront des entreprises industrielles et commerciales d'Algérie, de Tunisie et d'Égypte, permettra de présenter diverses productions industrielles et de nouer des relations commerciales. Le pro-



gramme du Salon prévoit l'organisation de rencontres entre exposants et professionnels, ainsi que des conférences animées par des experts dans les domaines de l'industrie et de l'exportation, en plus d'ateliers destinés aux jeunes afin de les encourager à intégrer le monde de l'industrie et

à investir dans ce secteur, a précisé M. Chorfi. La rencontre ambitionne également d'encourager les investisseurs algériens à renforcer la production locale et les exportations afin de conforter la position de l'Algérie en tant que pôle industriel de premier plan, a conclu la même source.

Arrestation de deux individus pour le cambriolage d'un commerce à Aïn El-Bell



Suite à une plainte pour vol avec effraction ciblant un local commercial à Aïn El-Bell (wilaya de Djelfa), les éléments de la Police Judiciaire ont mené de minutieuses investigations qui ont abouti, en un temps record, à l'arrestation de deux suspects et à la récupération de l'importante somme d'argent dérobée. Les mis en cause ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes dès la finalisation des procédures légales. En marge de cette affaire, les services de police réitèrent leur appel aux citoyens pour qu'ils fassent preuve de vigilance et contribuent activement à la lutte contre la criminalité en signalant tout comportement suspect via les numéros d'urgence de la Sûreté nationale (1548, 17, 104) ou l'application mobile "Allo Chorta".

L'APS et Djezzy lancent le service "Daily Brief"

L'Agence nationale d'information, Algérie Presse Service (APS) et l'entreprise Djezzy ont procédé, mardi à Alger, au lancement officiel du nouveau service "Daily Brief", une offre innovante conçue notamment pour les clients professionnels de Djezzy leur permettant de recevoir quotidiennement un résumé exclusif, régulier, structuré et synthétique des principaux flux d'actualités issus du fil d'information de l'APS via service "SMS" et de multi-canaux numériques. Lancé lors d'une cérémonie tenue au siège de Djezzy, en présence du Directeur général de l'APS, M. Samir Gaïd, du Directeur général de Djezzy, M. Boumediene Senouci, ainsi que de cadres des deux entreprises, "Daily Brief", une expérience première en Algérie, constitue le premier aboutissement de la convention de partenariat

stratégique signée entre les deux parties le 12 novembre 2025. Cette collaboration traduit une volonté commune de conjuguer l'expertise éditoriale et informationnelle de l'APS avec les capacités technologiques et les infrastructures numériques de Djezzy, afin de proposer de nouveaux usages de l'information adaptés aux besoins du monde professionnel. Pour l'APS, le lancement de "Daily Brief" s'inscrit dans une démarche de diversification et de modernisation de ses canaux de diffusion. Ce nouveau service vise ainsi à rapprocher davantage la production informationnelle de l'agence des acteurs économiques et professionnels, tout en valorisant la richesse de ses contenus couvrant toute l'actualité nationale et le plus important de l'actualité internationale en rapport notamment aux centres d'intérêt de l'Algérie.

EXPRESS- HISTORIQUE

L'arrogant (10)



AUX POINGS

« L'Algérie, de par sa position de pays voisin et frère, et par fidélité à ses démarches solidaires historiques, demeurera disposée à accompagner les pays du Sahel face aux défis sécuritaires et de développement, à leur prêter main forte et à soutenir les solutions politiques à même de préserver la stabilité de la région et d'ouvrir à ses peuples de plus larges perspectives de développement et de progrès ».

Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères



